

Direction de l'Urbanisme

Service Ressources et Système d'Information Urbanisme (SeRSIU)



Toulouse

Plan Local d'Urbanisme

Collège Paleficat

Mise en compatibilité

approuvée par délibération du 23/06/2022

1 – Rapport de Présentation

1D – Explication des choix retenus ...

1D2 – pour établir les Zones, le Règlement, les OAP et les changements apportés

MAIRIE DE



TOULOUSE
www.toulouse.fr

toulouse
métropole

Toulouse Métropole

6, Rue René Leduc - B.P. 35 821

31505 Toulouse Cedex 5

t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01

www.toulouse-metropole.fr



Collège Paleficat

DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE DE TOULOUSE DOCUMENT APRES ENQUETE PUBLIQUE

1950149/19M551



Collège Paleficat

Conseil Départemental 31

Document après eNquête publique

VERSION	DESCRIPTION	ÉTABLI(E) PAR	APPROUVÉ(E) PAR	DATE
V1	DP et Dossier de mise en compatibilité du PLU	ABE	NMO	16/07/2021
V2	DP et Dossier de mise en compatibilité du PLU pour envoi PPA	ABE	NMO	21/07/2021
V3	DP et mise en compatibilité du PLU après enquête publique	NMO	ABE	01/04/2022

VILLES ET TERRITOIRES
AGENCE DE TOULOUSE 15 ALLEE DE BELLEFONTAINE – BP 70644 – 31106 TOULOUSE Cedex 1 – TEL : 05 62 88 77 00

ARTELIA SAS

16 Rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN

SIRET : 444 523 526 00804

Document après eNquête publique
COLLEGE PALEFICAT

SOMMAIRE

A. PROCEDURE ET CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE.....	7
1. OBJET ET CHOIX DE LA PROCÉDURE	8
1.1. Objet et cadre de l’opération	8
1.2. La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d’urbanisme	8
2. ARTICULATION DES PROCÉDURES EN LIEN ET CALENDRIER .	11
2.1. Le déroulement de la procédure.....	11
2.1.1. Initiative de la procédure.....	11
2.1.2. Réunion d’examen conjoint.....	11
2.1.3. L’enquête publique	11
2.1.4. L’approbation.....	11
2.2. Le contenu du dossier.....	12
B. OBJECTIFS ET PRESENTATION DU PROJET	13
1. CONTEXTE	14
2. DESCRIPTION DU PROJET	15
2.1. Localisation du projet.....	15
2.2. Enjeux et objectifs du projet.....	17
2.2.1. Les enjeux du secteur en termes d’effectifs scolaires	17
2.2.2. Le collège Paleficat	18
2.3. le choix de la parcelle	19
2.3.1. Localisation du site.....	19
2.3.2. Enjeux de la parcelle pour le projet.....	20
2.3.3. L’occupation actuelle du site	21
2.3.4. Desserte du site.....	21
2.3.4.1. Desserte en modes actifs	21
2.3.4.2. Desserte en transports en commun.....	21
2.3.5. Précisions sur le projet urbain global de Paleficat.	22

2.4.	Projet de collège.....	22
2.4.1.	Le programme de l'opération	22
2.4.2.	La réponse architecturale de l'équipe lauréate.	23
3.	CONCLUSION SUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET	26
4.	ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLAN OU PROGRAMME AVEC LESQUELS IL DOIT ÊTRE COMPATIBLE	27
4.1.	Compatibilité avec le SCoT	27
4.2.	Compatibilité avec le Plan de Déplacements Urbains	28
4.3.	Prise en compte du PCAET	30
4.4.	Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE.....	33
4.4.1.	Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne 2016-2021.....	33
4.4.1.1.	Présentation.....	33
4.4.1.2.	Compatibilité.....	34
4.4.2.	Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)Vallée de la Garonne	35
4.4.2.1.	Présentation du SAGE « Hers Mort Girou »	35
4.4.2.2.	Compatibilité.....	36
5.	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	37
5.1.	Caractéristiques liées au milieu naturel	37
5.1.1.	Natura 2000	37
5.1.2.	APPB	37
5.1.3.	ZNIEFFS	37
5.1.4.	ZICO	37
5.1.5.	Corridors écologiques et réservoirs de biodiversité	38
5.1.6.	Espèces faisant l'objet d'un PNA.....	41
5.1.7.	PARC NATUREL REGIONAL (PNR) OU NATIONAL, RESERVE NATURELLE REGIONALE OU NATIONALE	41
5.1.8.	ZONES HUMIDES	41
5.1.9.	Autres données environnementales sur le site	41
5.1.9.1.	Travaux déjà réalisés sur le secteur	41
5.1.9.2.	Données locales.....	42

5.2.	Caractéristiques liées au milieu aquatique et à la gestion des eaux	42
5.2.1.	Périmètres de protection des captages AEP	42
5.2.2.	Zone de répartition des eaux	42
5.2.3.	Zonage d'assainissement non collectif	43
5.2.4.	Zones d'écoulement des eaux pluviales	43
5.3.	Risques et nuisances.....	43
5.3.1.	Plans de prévention des risques.....	43
5.3.2.	Nuisances sonores.....	44
5.4.	Caractéristiques des enjeux patrimoniaux.....	45
5.4.1.	SITES CLASSES ET INSCRITS	45
5.4.2.	PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHITECTURAL	45
5.4.3.	ZPPAUP	45
5.4.4.	PERSPECTIVES PAYSAGERES.....	45
5.5.	Hiérarchisation des enjeux du secteur	45
C.	MISE EN COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE PROJET	46
1.	ANALYSE DE LA COMPATIBILITÉ DU PROJET AVEC LE PLU....	47
1.1.	Incidences du projet sur le rapport de présentation	47
1.2.	Incidences du projet sur le PADD (pièce 2)	47
1.3.	Incidences du projet sur les OAP (pièce 3B)	49
1.4.	Incidences du projet sur pièces règlementaires (pièce 4)	49
1.4.1.	Règlement écrit (pièce 4A).....	49
1.4.2.	Document graphique du règlement (pièce 4B)	50
1.4.3.	Liste des emplacements réservés, servitudes pour équipements publics (pièce 4C)	50
1.5.	Incidences du projet sur les annexes (Pièce 5)	50
2.	MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLU	50
2.1.	Les évolutions apportées aux OAP.....	50
2.2.	Les évolutions apportées aux pièces règlementaires (pièce 4) .	56
2.2.1.	Evolution du règlement écrit (pièce 4A)	56
2.2.2.	Évolutions du Document Graphique du Règlement (pièces 4B).....	59
2.2.2.1.	Modification des limites de zonage (Pièces 4B)	59

2.2.2.2. Modification des Emplacements réservés (ER) (pièce 4B)	60
2.2.3. Evolution des annexes au document graphique du règlement (pièce 4C) ..	61

D. EVALUATION DES INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE..... 63

1. INCIDENCES DU PROJET ET DE LA MECDU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES	64
1.1. Incidences de la mise en compatibilité sur les enjeux du milieu naturel	64
1.1.1. Incidences sur les espaces naturels, agricoles et forestier.....	64
1.1.2. Incidences sur le milieu naturel	64
1.1.2.1. Incidences sur les zones protégées et les zonages d'inventaires (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000, RNR, PNR, PNA)	64
1.1.2.2. Incidences sur les corridors écologiques et réservoirs de biodiversité.....	65
1.1.2.3. Incidences sur les espèces protégées.....	65
1.1.2.4. Incidence sur les zones humides.....	65
1.2. Incidences de la mise en compatibilité sur les enjeux liés au milieu aquatique et à la gestion de l'eau	66
1.2.1. Incidences sur la ressource en eau	66
1.2.2. Incidences sur le réseau d'assainissement	66
1.2.3. Incidences sur les eaux superficielles et souterraines	67
1.3. Incidences de la mise en compatibilité sur les risques et nuisances	68
1.4. Incidences sur les enjeux paysagers et patrimoniaux.....	68
1.4.1. Incidences sur le patrimoine bâti	68
1.4.2. Incidences sur le paysage.....	69
1.5. Incidences de la mise en compatibilité sur les consommation d'énergie	69
1.6. CONCLUSIONS SUR LES INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE	71

FIGURES

Figure 1- Localisation du quartier Paleficat	14
Figure 2- Localisation du site du collège à l'échelle de Toulouse	15
Figure 3- Localisation du projet de collège	16

Figure 4- Carte de localisation des principaux enjeux environnementaux	38
Figure 5- Extrait de la cartographie du Scot de la Grande Agglomération Toulousaine.....	39
Figure 6- Extrait du SRCE	39
Figure 7- Extrait des études de faisabilité du BUN	40
Figure 8- Extrait de l'état initial de l'étude d'impact du BUN	40
Figure 9- Photo aérienne 2018 - Géoportail.....	42

A. PROCEDURE ET CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE

1. OBJET ET CHOIX DE LA PROCEDURE

1.1. OBJET ET CADRE DE L'OPERATION

Le Tribunal Administratif de Toulouse, par décisions du 30 mars 2021 et du 20 mai 2021, a annulé le Plan local d'Urbanisme intercommunal - Habitat (PLUi-H) de Toulouse Métropole qui avait été approuvé le 11 avril 2019. Les documents d'urbanisme communaux en vigueur avant l'approbation du PLUi-H sont donc redevenus applicables à la date du 20 mai et servent désormais de référence à l'instruction des autorisations d'urbanisme, dans l'attente d'une nouvelle élaboration d'un document d'urbanisme intercommunal.

De ce fait, c'est le PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse approuvé le 27/06/2013 est aujourd'hui le document d'urbanisme applicable sur le territoire communal.

Le présent dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse, porte sur la construction d'un nouveau collège dans le quartier Paleficat-Grand Selve de la commune de Toulouse. La création de ce nouvel établissement vise à désengorger les collèges du Nord Toulousain Rosa Parks, Hubertine Auclert et Toulouse Lautrec.

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme est une procédure utilisée lorsque le document d'urbanisme nécessite une mise en compatibilité avec un projet public ou privé présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général ayant fait l'objet d'une déclaration de projet ou d'une déclaration d'utilité publique (si expropriation).

1.2. LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU DOCUMENT D'URBANISME

Le présent projet relève ainsi d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU conformément à l'article L300-6 du code de l'urbanisme qui prévoit que :

« L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. Les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59 sont applicables sauf si la déclaration de projet adoptée par l'Etat, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.

[...] »

La notion d'action ou d'opération d'aménagement doit être entendue au sens de l'article L. 300- 1 du code de l'urbanisme selon lequel :

« Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels. »

Au regard de la non-compatibilité du document d'urbanisme avec le projet envisagé, une procédure de mise en compatibilité du PLU est ainsi engagée, conformément aux articles L.153-54 à L153-59 du code de l'urbanisme.

Article L.153-54

« Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la Commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des Communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »

Article L153-55

« Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la Commune ;

c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la Commune ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Article L153-56

« Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité. »

Article L153-57

« A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la Commune :

1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat.

Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas. »

Article L153-58

« La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la Commune ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ;

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la Commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral. »

Article L153-59

« L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la Commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma. »

Article R. 153-14 :

« Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le Préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable.

Le ministre chargé de l'urbanisme contresigne ou cosigne la déclaration d'utilité publique emportant approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme lorsque cette déclaration ne relève pas de la compétence du Préfet. »

En matière d'évaluation environnementale de plans et programmes, l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme prévoit que :

« lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. »

Après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, la MRAE, dans sa décision n° 2021DKO20, a émis une dispense d'évaluation environnementale sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme par déclaration de projet pour la construction d'un collège au lieu-dit Paléficat à Toulouse (31)

2. ARTICULATION DES PROCEDURES EN LIEN ET CALENDRIER

2.1. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

2.1.1. Initiative de la procédure

La procédure de mise en compatibilité du document d'urbanisme par la voie de la déclaration de projet est à l'initiative du Conseil Départemental de la Haute Garonne non compétent en matière de plan local d'urbanisme (article R.153-16-2 du code l'urbanisme).

Ainsi, la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est menée par la Présidente du Conseil Départemental de la Haute Garonne.

Dès lors, l'enquête publique est organisée par le préfet et le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent (Toulouse Métropole), qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

2.1.2. Réunion d'examen conjoint

Conformément à l'article L. 153-54 et R.153-13 du Code de l'Urbanisme, une réunion d'examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

2.1.3. L'enquête publique

La déclaration de projet est soumise à enquête publique organisée selon les modalités prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement. Il s'agit d'une enquête publique unique, portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU.

En application de l'article L. 153-55 du code de l'urbanisme, le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique par le préfet lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que la commune ou l'EPCI compétent en matière de PLU.

2.1.4. L'approbation

Lorsque la déclaration de projet est décidée par un établissement public d'Etat, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité autre que l'EPCI compétent en matière de PLU ou la commune (article R. 153-16-2° du code de l'urbanisme), le dossier de mise en compatibilité est soumis par l'autorité chargée de la procédure au conseil municipal ou à l'organe délibérant de l'EPCI compétent, qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuve la mise en compatibilité du plan et notifie sa décision au maire ou président de l'EPCI compétent dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Le préfet notifie à la personne publique qui réalise l'opération la délibération de la commune ou de l'EPCI compétent ou la décision qu'il a prise.

2.2. LE CONTENU DU DOSSIER

Le présent dossier est composé de trois grandes parties :

- **La présentation du projet et de son intérêt général ;**
- **L'analyse de la compatibilité** du projet avec le document d'urbanisme en vigueur et les **modalités de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse** et les modifications nécessaires des pièces du dossier concernées ;

B. OBJECTIFS ET PRESENTATION DU PROJET

1. CONTEXTE

Toulouse, 4ème ville de France, d'une superficie de 11 830 hectares, accueille près de 470 000 habitants et fait partie depuis le 1er janvier 2015 de Toulouse Métropole. Chef-lieu de la région Occitanie, dotée de vastes domaines universitaires et d'entreprises reconnues, elle bénéficie d'une forte dynamique de croissance.

Dans ce contexte de forte dynamique démographique, le Conseil départemental de la Haute-Garonne a décidé la construction d'un nouveau collège sur la commune de Toulouse, quartier Paléficat pour une mise en service à la rentrée de Septembre 2024.

Le quartier de Paléficat est situé au Nord-Est de Toulouse. Bordé au Sud par le périphérique, à l'Est par le ruisseau de l'Hers et traversé par le Boulevard Urbain Nord (BUN), Paléficat est limitrophe de la commune de Launaguet. Ce secteur connaît actuellement une importante mutation.

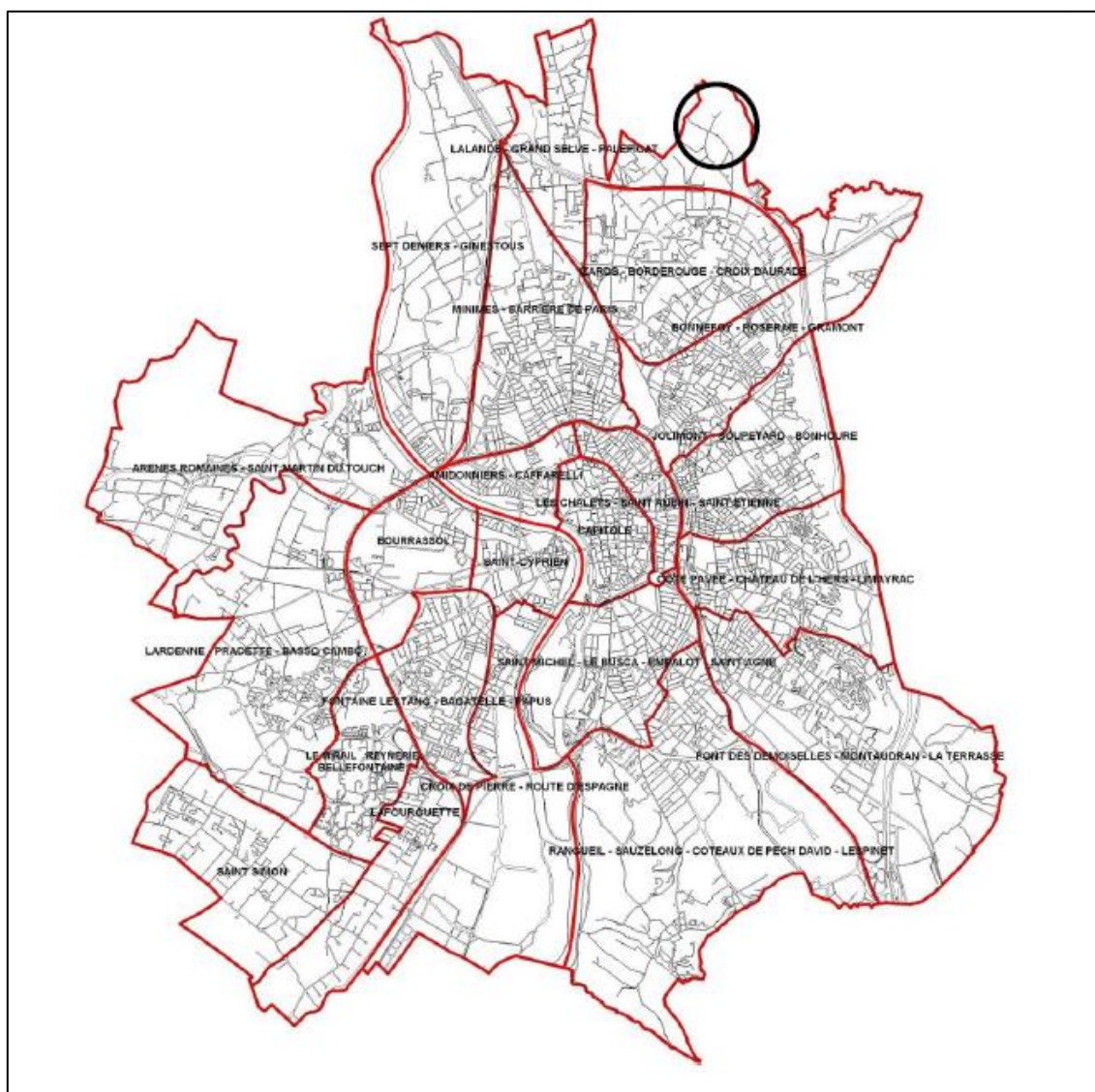


Figure 1- Localisation du quartier Paléficat

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1. LOCALISATION DU PROJET

Le terrain dévolu au futur collège est situé sur le territoire communal de Toulouse, au niveau de secteur Paleficat, au croisement du chemin Virebent et du Boulevard Urbain Nord.

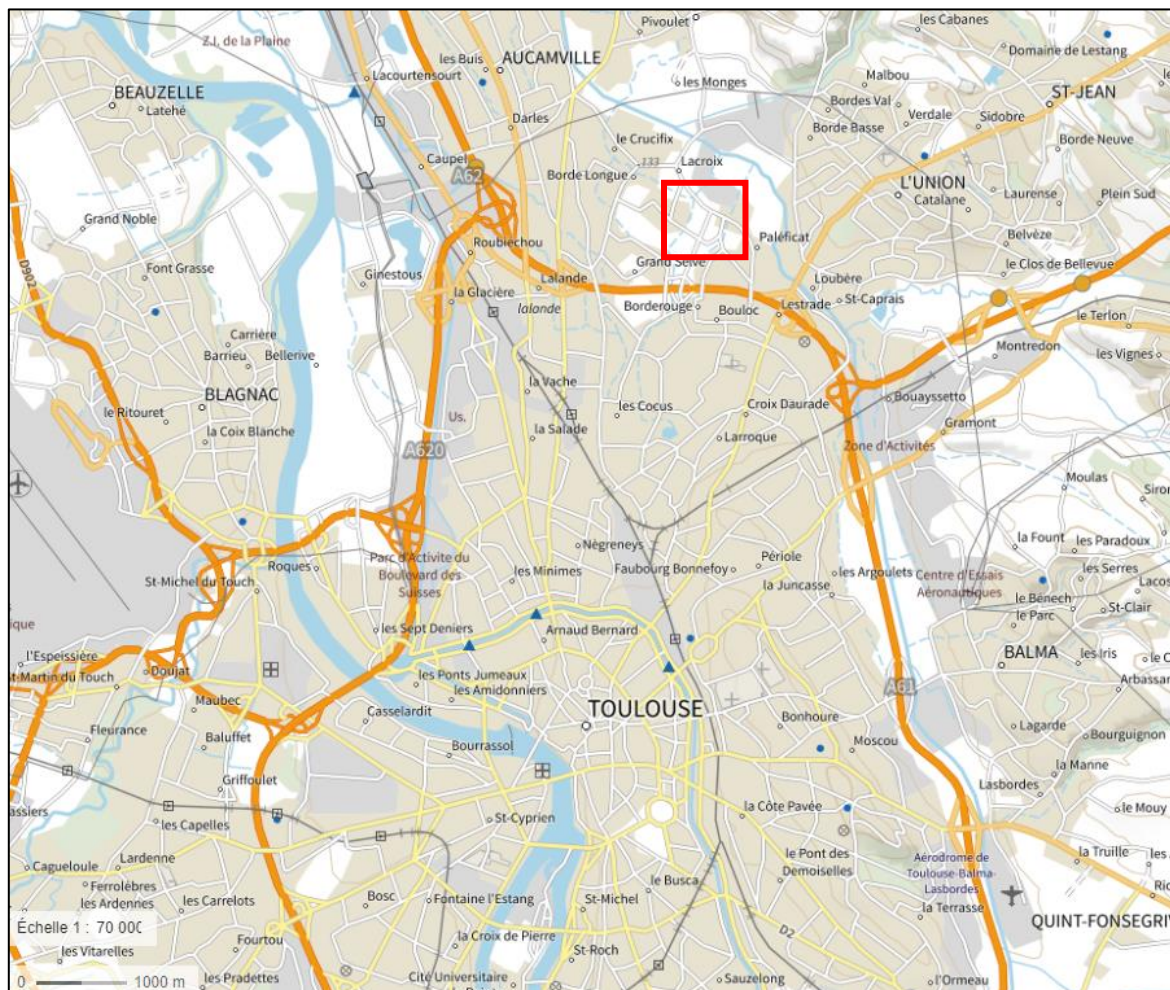


Figure 2- Localisation du site du collège à l'échelle de Toulouse

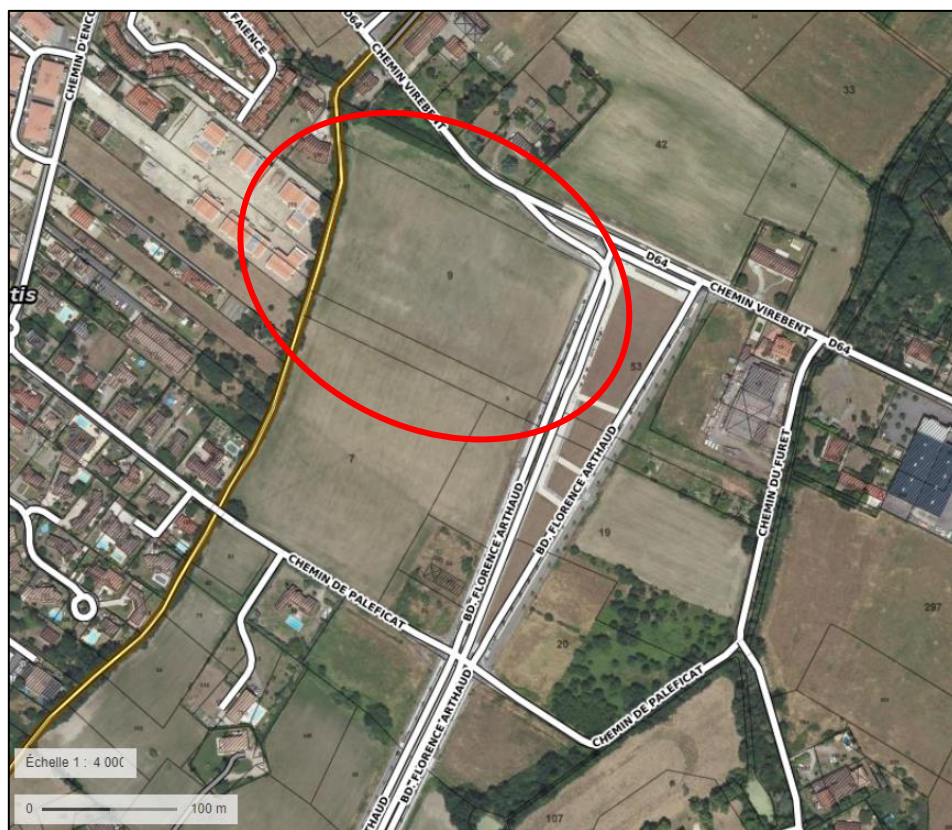


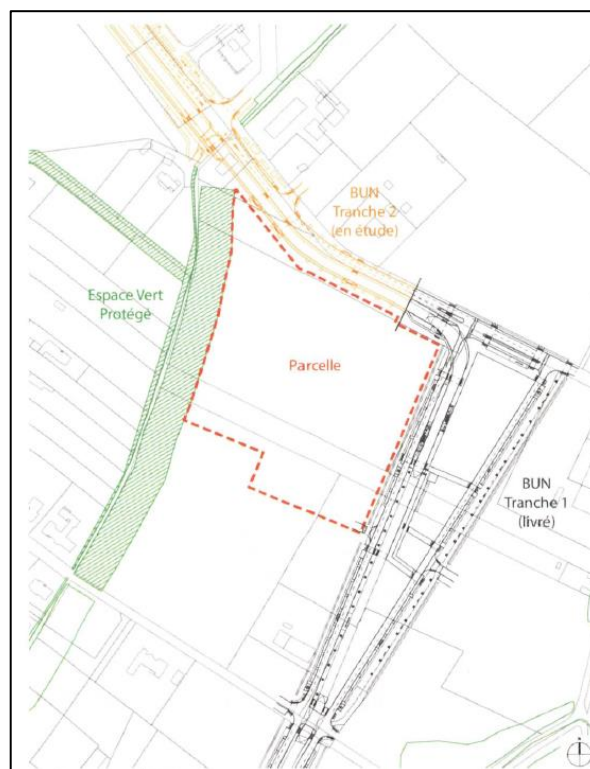
Figure 3- Localisation du projet de collège

Le terrain identifié pour l'implantation de ce futur collège s'étend sur environ 2,5 ha. Il se situe en limite des communes de Toulouse et Launaguet. Ce terrain est délimité par :

- Au Nord-est, le chemin Virebent qui devra accueillir la prolongation du BUN.
- Au sud-est, le boulevard Florence Arthaud.
- Au nord-ouest, un corridor écologique et un fossé.
- et au sud-ouest, un terrain agricole limitrophe.

Les parcelles concernées sont les suivantes : BI 7p, 145p, 147, 148p, 149p, 150, 151p, 152p, 153p

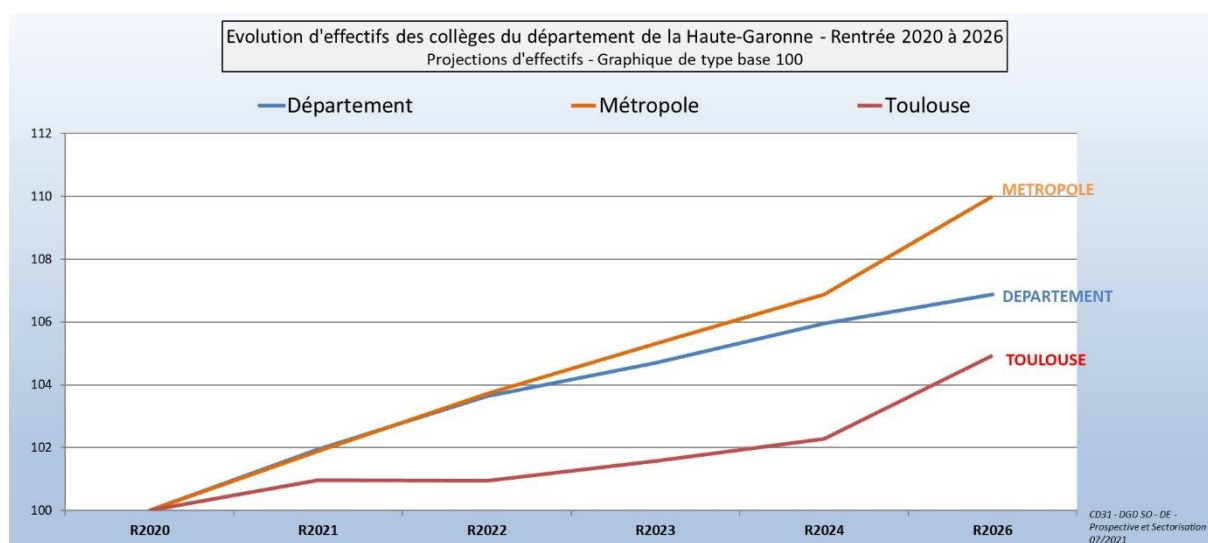
Un nouveau découpage parcellaire est en cours de réalisation pour le collège.



2.2. ENJEUX ET OBJECTIFS DU PROJET

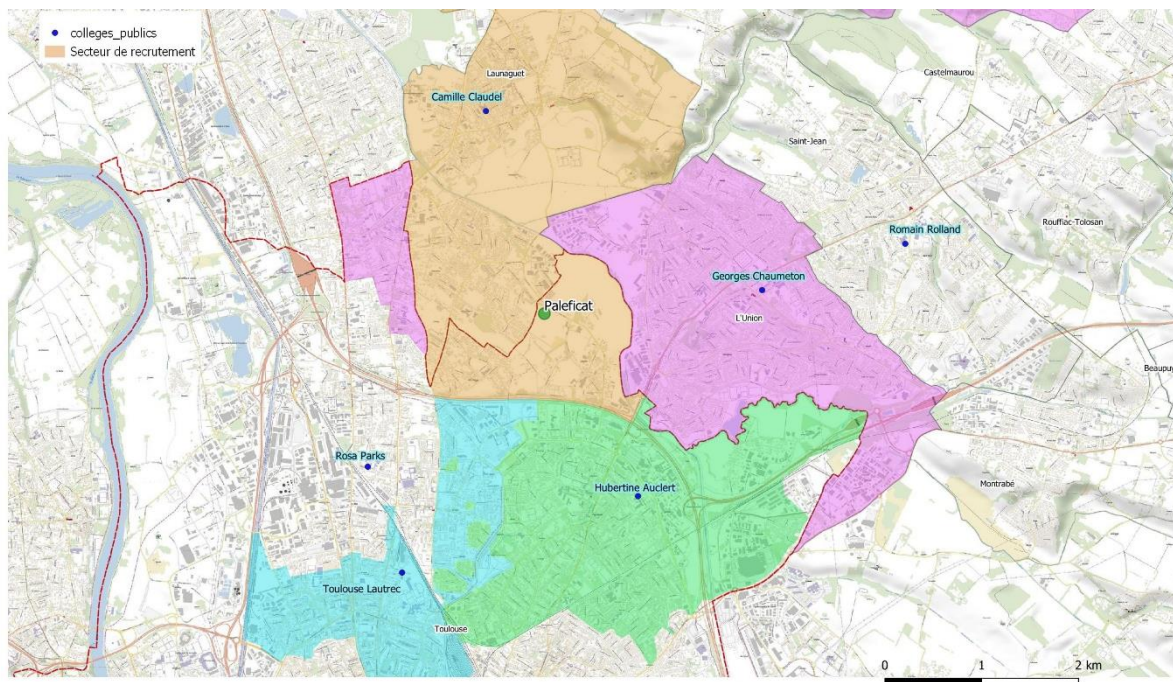
2.2.1. Les enjeux du secteur en termes d'effectifs scolaires

Depuis 2015-2016, les effectifs dans les collèges du département ont connu une très forte hausse, ce qui a conduit le Conseil Départemental à voter plusieurs plans pluriannuels d'investissement dédiés au collège. A ce jour, le plan voté en 2016, qui comprend une quinzaine d'établissements, est en cours. Un nouveau plan a été voté en 2020, qui comprend le même nombre d'équipements. Cette pression démographique sur les collèges a la particularité de concerner toutes les zones du département, et notamment la ville de Toulouse, qui auparavant affichait une tendance à la baisse. D'où la nécessité de construire de nouveaux établissements. Certains sont en cours de construction et seront livrés en 2022. Le collège Paléficat, qui devrait être livré en 2024, permettra également de répondre à ces besoins. Au total, six ou sept nouveaux collèges sont prévus dans Toulouse intra-muros ces prochaines années.



Evolution des effectifs de collège et estimation pour les rentrées jusqu'en 2026

Localement, une situation de tension se dessine : tous les effectifs des collèges situés autour de la zone Paleficat vont doubler si aucun nouveau collège n'est construit. Il est donc urgent de disposer d'un nouveau collège dans ce secteur.



Localisation des autres établissements et de leur sectorisation autour du projet Paleficat

2.2.2. Le collège Paleficat

A ce jour le collège dans le secteur Paleficat permettra de délester à court terme les collèges de Rosa Parks, Hubertine Auclert et Toulouse-Lautrec et prendra en compte les projets immobiliers projetés.

Si on prend en considération les seuls effectifs des collèges Toulouse Lautrec et Hubertine Auclert, indépendamment des évolutions du secteur Paléficat, le besoin à partir de 2024-2025 est évalué à 300 places. Par ailleurs, il indique qu'il existe d'autres projets de collèges sur la métropole de Toulouse, en cours ou à venir. En jouant sur la carte scolaire, ces différents projets permettront à terme d'équilibrer les effectifs et de répondre aux besoins.

Ainsi, cette zone présente une tendance à la densification, qui s'amplifiera probablement avec la mise en œuvre des projets d'aménagement portés par Toulouse Métropole.

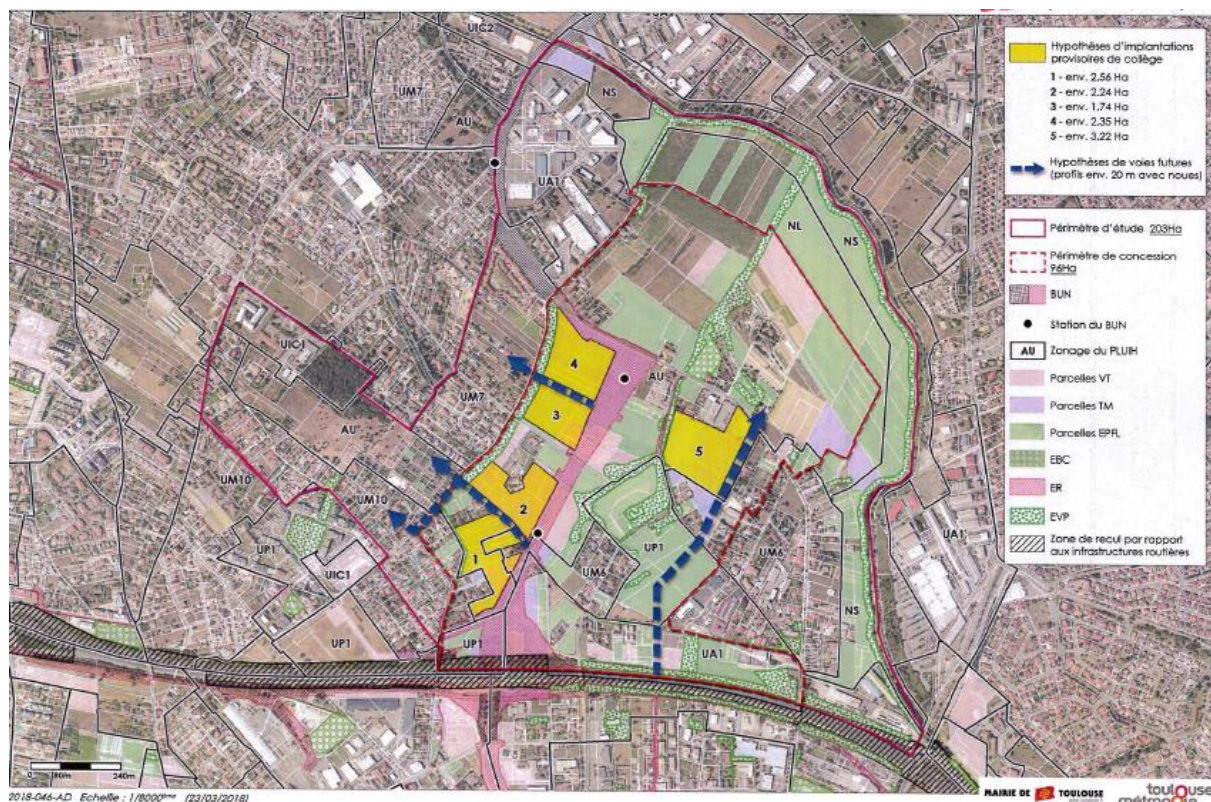
Les prévisions de croissance démographique prises à l'horizon 2030, sont ainsi liées au développement :

- du secteur Paleficat –Rives de l'Hers (Oppidea/Toulouse Métropole) : qui prévoit entre 6500 et 7000 logements ;
- de différents programmes immobiliers identifiés à moins de 1 km du site : environ 700 logements ;
- des autres programmes dans le nord de Toulouse qui viendront accentuer les effectifs déjà présents sur les collèges proches : Carré de la Maourine (1200 logements), les Izards (600 logements), La Violette (440 logements).

Le conseil départemental a réalisé des projections d'effectifs scolaires à l'horizon 2030 dans les collèges situés dans la zone d'impact du futur collège, il est projeté notamment :

- Une progression de 94% des effectifs du collège Toulouse Lautrec entre 2019 et 2030 (515 élèves scolarisés en 2019, 1000 prévus en 2030),

- [illegible]



Localisation des sites potentiels d'implantation d'un collège sur le secteur Paleficat (sr la base du PLUi-H°)

Les sites 1 et 2 sont difficilement exploitables pour la construction d'un tel établissement et le site 3 apparaît comme trop petit (moins de 2ha).

Le choix s'est donc porté sur le site n°4 qui bénéficie directement de la desserte par le TCSP et les pistes cyclables, contrairement au site n°5.

A noter que tous les sites proposés étaient en zone AUf du PLUi-H mais aussi en zone AU0 du PLU.

Par ailleurs, il est important de préciser que ces sites ont volontairement été dessinés sur des surfaces très réduites par rapport aux besoins habituels de tels établissements. Il a donc été fait le pari pour le CD31 de réaliser un projet le plus compact possible afin de limiter la consommation d'espaces sur ce secteur.

2.3.2. Enjeux de la parcelle pour le projet

Il est à noter que pour répondre complètement au programme d'un collège type, la surface idéale se situe autour de 3 à 3,5 ha, ce qui n'est pas envisageable pour ce projet. Il a donc été nécessaire de faire des choix dans le cadre de la réponse au programme technique du collège (ex : places de parkings bus impossibles à intégrer au projet mais compensé par la proximité du TCSP et de la possibilité d'avoir des stationnements sur le boulevard) afin de limiter l'emprise de ce dernier, tout en permettant d'avoir un maximum d'usages sur le site. On note notamment que ce site ne pourra pas disposer d'un parking bus dédié dans l'emprise du collège au regard de la taille de la parcelle.

Pour remarque, dans Toulouse, le Conseil Départemental a peu construit, du fait de la rareté du foncier, et dispose donc de peu de références hormis les collèges qui sont en cours de construction :

- Le collège Saint-Simon, construit sur un terrain de 2 ha, mais qui manque d'espace pour intégrer toutes les fonctions du collège.

- Le collège Guilhermy construit sur un terrain d'un peu plus de 3 ha.

2.3.3. L'occupation actuelle du site

Le terrain est propriété de Toulouse Métropole depuis le 28 septembre 2021.

L'ancien propriétaire, EPFL, avait établi en 2014 une convention de mise à disposition avec la régie agricole de la Ville de Toulouse pour l'exploitation ou l'entretien du terrain.

Cette convention prévoyait soit la mise en culture provisoire, soit l'entretien par fauchage. Elle précisait également que la régie agricole était gestionnaire provisoire jusqu'à la cession des terres par EPFL.

De ce fait, la convention n'est plus d'actualité aujourd'hui depuis la cession du terrain par EPFL.

2.3.4. Desserte du site

2.3.4.1. Desserte en modes actifs

Le site est facilement accessible par les piétons et cycles du fait du nouvel aménagement du boulevard Florence Arthaud.

Il est à noter que ligne 5 du Réseau Express Vélo (Muret - Saint-Jory), définie dans le Schéma Directeur Vélo approuvé en Conseil Syndical de Tisséo Collectivités le 11 décembre 2019, desservira également le site en longeant le BUN entre Toulouse et Saint-Jory.

2.3.4.2. Desserte en transports en commun

On note que l'infrastructure de TCSP du Boulevard Urbain Nord (BUN) a bien été réalisée entre Borderouge et l'emplacement du futur collège Paléficat, qui se situe à proximité immédiate de l'arrêt « Furet » sur le boulevard Florence Arthaud (Toulouse). Cet arrêt est desservi par les lignes de bus 33 et 42.

La ligne 33 assure le lien entre les communes de Bruguères, Gratentour, Pechbonnieu, Saint Loup Gammas, Saint Génies Bellevue, l'Union, Launaguet, et les métros Borderouge (ligne B) et Argoulets (ligne A). Elle offre une fréquence de 25 min aux heures de pointe et de 40 min aux heures creuses. En septembre 2022, la ligne de desservira plus la commune de Bruguères mais effectuera son terminus à Gratentour.

La ligne 42 permet de relier la Clinique de l'Union au métro Borderouge. Elle rejoint l'itinéraire de la ligne 33 à Launaguet et emprunte ensuite le même itinéraire jusqu'à la station de métro Borderouge. Elle circule toutes les 20min aux heures de pointe et toutes les 30min aux heures creuses.

En 2025, la desserte de l'arrêt « Furet » devrait être complétée par la création d'une ligne Express qui reliera les communes de Montberon, Pechbonnieu et Launaguet au métro Borderouge. Un projet de LINEO est également à l'étude dans le secteur. Il pourrait emprunter ce tronçon du BUN et donc desservir l'arrêt « Furet ». Sa mise en œuvre est conditionnée par l'urbanisation des communes situées le long du tracé.

Enfin, les services de Tisséo Collectivités réfléchissent au prolongement d'une des lignes en provenance du BUN au-delà de Borderouge à l'horizon de la 3e ligne de métro. Ce prolongement se ferait via l'avenue Maurice Bourguès Manoury jusqu'au lycée Toulouse Lautrec où sera aménagée une des stations de la 3e ligne de métro.

2.3.5. Précisions sur le projet urbain global de Paleficat.

Ainsi le projet de collège s'inscrit dans le cadre d'un projet de développement plus général de la zone avec la possible ouverture à l'urbanisation des zones AU fermées à l'urbanisation actuellement pour un projet urbain d'ensemble.

Ce projet est aujourd'hui mené par Oppidea. La programmation ainsi que la procédure qui accompagneront le développement de ce site ne sont pas encore définis et le projet est en cours de concertation avec de nombreux échanges réalisées avec les habitants et riverains du secteur.

En termes de calendrier, Oppidea annonce le planning suivant :

- Réalisation d'un AVP par une équipe de maîtrise d'œuvre urbaine en 2022
- Montage des dossiers réglementaires en 2023 (DUP ?, Autorisation environnementale ? Création de ZAC ? ...) pour une enquête publique qui aura lieu courant 2024.
- Les premiers travaux devraient être réalisés en 2025, et les premiers habitants du quartier devraient arriver en 2027.

La temporalité entre ces 2 projets n'est donc pas la même.

2.4. PROJET DE COLLEGE

2.4.1. Le programme de l'opération

Le Conseil départemental a engagé son projet de collège sur le secteur Paleficat depuis 2020.

En parallèle de la réalisation des différentes procédures réglementaires, le Conseil départemental a lancé un concours afin de choisir l'équipe qui réalisera le collège sur cette zone.

Ainsi la faisabilité du terrain a été proposée aux équipes de maîtrise d'œuvre ainsi qu'un programme ambitieux pour la taille de la parcelle.

Le programme comprenait :

- un collège 600 proprement dit ainsi que d'un logement de fonction (intégré au bâtiment collège) pour accueillir jusqu'à 720 élèves maximum ;
- un plateau sportif, avec possibilité d'utilisation par des tiers du terrain via un accès spécifique depuis la voie publique ;
- un parvis ;
- un parking véhicules légers (45 places) ;
- un parking de bus (3 emplacements) ;
- une voie d'accès intégrant des stationnements et un dépose minute sur l'emprise de la parcelle ;
- un raccordement des voiries sur le domaine public ;
- les raccordements aux réseaux ;

- des panneaux photovoltaïques permettant l'atteinte des objectifs environnementaux E4 C1.



Faisabilité collège

Un certain nombre de contraintes ont été posées aux candidats :

- compacité du site ;
- nécessité de préserver le corridor écologique (à l'est du site) ;
- désimperméabilisation de la cour de récréation ;
- niveau de performance environnemental ambitieux (respect du label E4C1 en termes de performances énergétiques, ...) ;
- ...

2.4.2. La réponse architecturale de l'équipe lauréate.

Le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre sur ce site a notamment pris en compte l'ensemble des contraintes que ce soit du programme d'équipement mais aussi environnementales et urbaines. Au-delà des aspects techniques du bâtiment et des aménagements extérieurs, l'équipe s'est adjointe les services d'une équipe d'écologues afin de proposer des solutions en faveur du milieu naturel et de suivre leur mise en œuvre tout au long du projet (du stade concours aux travaux).

Le projet présenté par l'équipe lauréate a donc respecté l'ensemble de ces critères avec le plan d'implantation suivant :



Projet de collège au stade APS



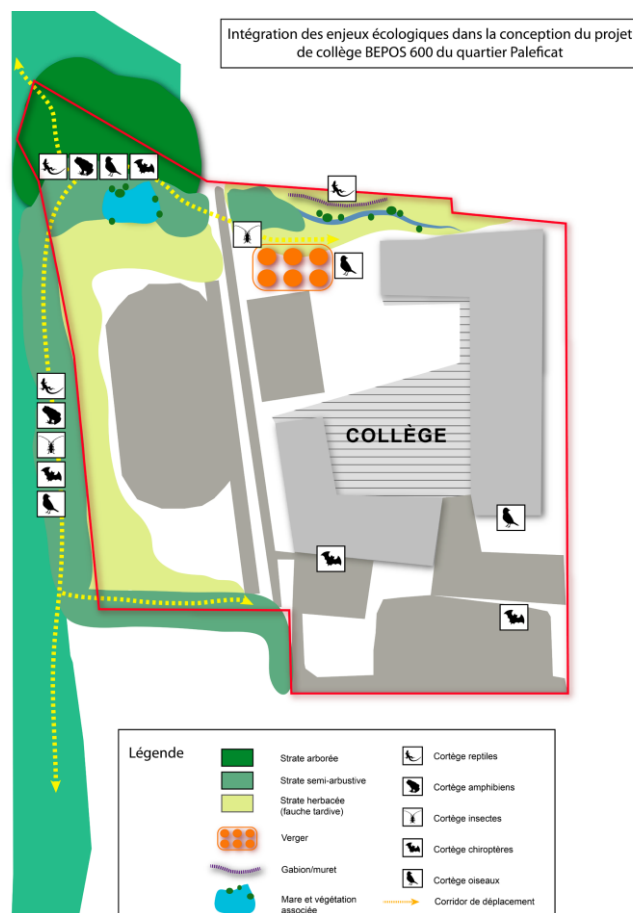
Insertion paysagère du collège au stade APS (hors plateau sportif).

Les points environnementaux qui ont été développés dans le cadre de ce projet :

- Le bâtiment bénéficie d'une conception bioclimatique ;



- Une performance globale de l'enveloppe associée à des équipements techniques performants qui permettent de limiter les consommations du bâtiment (les murs sont proposés avec une ossature bois, le chauffage par géothermie, une production d'énergie par des panneaux photovoltaïques est réalisée en toiture, eau chaude sanitaire par système thermodynamique) ;
- Une prise en compte du milieu naturel local avec des propositions à l'échelle de la parcelle pour limiter les impacts sur les espèces et habitats d'espèces ainsi que pendant les phases de travaux. Notamment avec la préservation d'une bande tampon entre le plateau sportif et les espaces verts situés à l'est (hors périmètre) ;
- L'utilisation de revêtements adaptés permettant l'infiltration des eaux pluviales dans les cours et parking (sols drainants) ainsi que la création d'îlot de fraîcheur en plantant de nombreux arbres de haut-jet et en maintenant de nombreux espaces végétalisés de différentes strates qui créent des continuités écologiques avec le cours d'eau notamment.



Intégration des enjeux écologiques au stade concours

Ainsi ce nouveau collège répondra parfaitement aux objectifs de compacité et de préservation du milieu naturel.

3. CONCLUSION SUR L'INTERET GENERAL DU PROJET

Pour faire face à la croissance démographique, le Conseil Départemental de la Haute Garonne a prévu entre 2015 et 2024 la construction et la rénovation de 22 collèges sur le département. Plusieurs établissements ont déjà été livrés après des travaux de restructurations et de rénovation : le collège Antonin Perbosc à Auterive en 2015, Pierre Labitrie à Tournefeuille et Georges Chaumeton à L'Union en 2017, Louisa Paulin à Muret et le Bois de la Barthe à Pibrac en 2019.

La projection d'effectifs scolaires effectuée à partir des programmations immobilières connues à ce jour sur les différentes zones du territoire confirme que la hausse démographique que connaît le département se poursuivra au-delà de 2024 sur le même rythme que celui constaté actuellement, soit plus de 1 000 élèves de plus chaque année. Ainsi, 66 000 collégiens devraient être accueillis dans les collèges publics en 2030.

Au nord de Toulouse, le projet de création d'un nouveau collège sur le secteur qui sera construit dans le quartier Paleficat-Grand Selve vise ainsi à délester à court terme les collèges de Rosa Parks, Hubertine Auclert et Toulouse-Lautrec.

A noter que, l'ensemble des collèges réhabilités ou construits par le Département sont des établissements à énergie positive (BEPOS)

4. ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLAN OU PROGRAMME AVEC LESQUELS IL DOIT ETRE COMPATIBLE

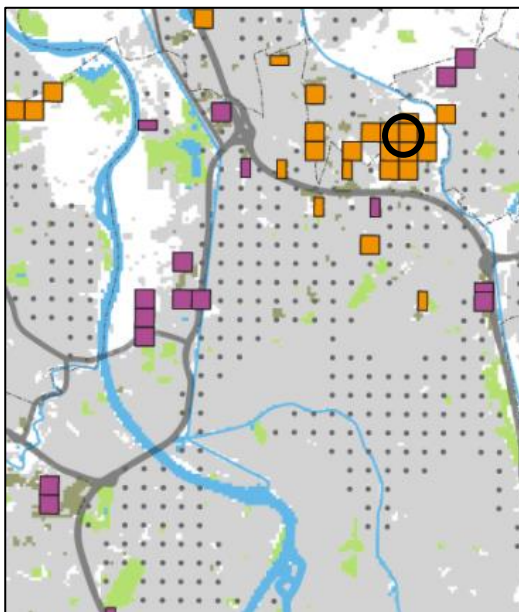
4.1. COMPATIBILITE AVEC LE SCOT

La commune de Toulouse est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012. Une 1ère révision arrêtée le 29 janvier 2016 a été approuvée en avril 2017. Une 2ème révision est en cours.

Il est rappelé que, dans un contexte global d'attractivité soutenue, de forte dynamique démographique, et de responsabilité métropolitaine aux échelles régionale, nationale et européenne, le SCoT a pour objet de concilier la prise en compte de ces dynamiques avec la préservation de l'environnement et du cadre de vie, dès à présent et à long terme. A cet effet, il fixe un cadre et des conditions (dans lesquels doivent s'inscrire les documents de planification et les grands projets d'aménagement et d'équipement de la Grande agglomération toulousaine) qui se déclinent, de manière coordonnée, dans les prescriptions et recommandations du SCOT réunies sous les trois verbes : « Maîtriser », « Polariser » et « Relier » au sein du Document d'Orientations et d'objectif.

Toulouse est la centralité urbaine du SCoT de l'agglomération et représente avec quelques communes riveraines le « Cœur de l'agglomération ».

Dans le SCoT, le secteur concerné par le projet est identifié comme territoire de développement mixte par extension.



Territoires de développement par extension



Territoires d'extension mixtes [*Prescriptif*]



Territoires d'extension économique dédiés [*Prescriptif*]

Extrait de la cartographie « Territoire de développement par mutation et extension » (Source cartotheque du SCoT)

Dans le cadre du DOO, le projet répond à l'objectif « Polariser l'implantation des équipements » à travers les orientations :

- « Equilibrer les territoires en matière d'équipements ».

P95 Les équipements sont accueillis au sein des espaces urbanisés et sous pixels mixtes ou économiques, quelle que soit leur nature.

- « Promouvoir un urbanisme de proximité en privilégiant les implantations sur les territoires denses et bien desservis. » qui demande de tenir compte de la bonne accessibilité des lieux, de l'offre actuelle ou future en transports collectifs [...].

Le projet est en effet situé à proximité immédiate du Boulevard Urbain Nord récemment réalisé.

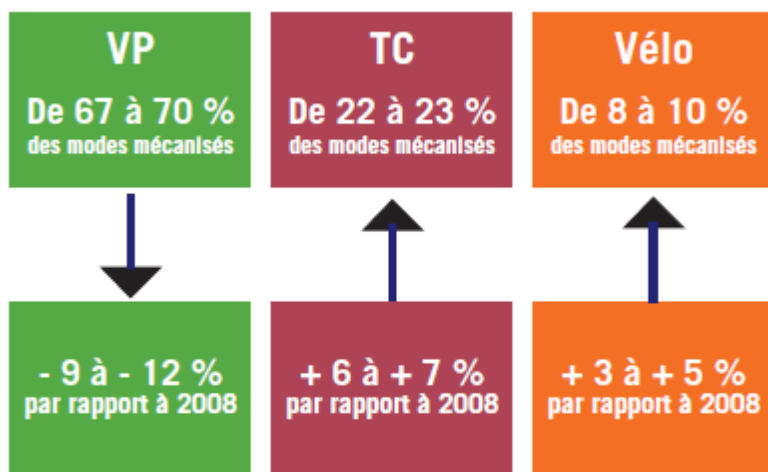
4.2. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS

Le Projet Mobilités 2020-2025-2030 - valant Plan de Déplacements Urbains –approuvé le 7 février 2018, a été annulé le 22 janvier 2021 par le Tribunal administratif de Toulouse. C'est donc le PDU approuvé le 17 octobre 2012 qui est en vigueur sur la commune de Toulouse.

Le PDU de l'agglomération Toulousaine a pour objectif :

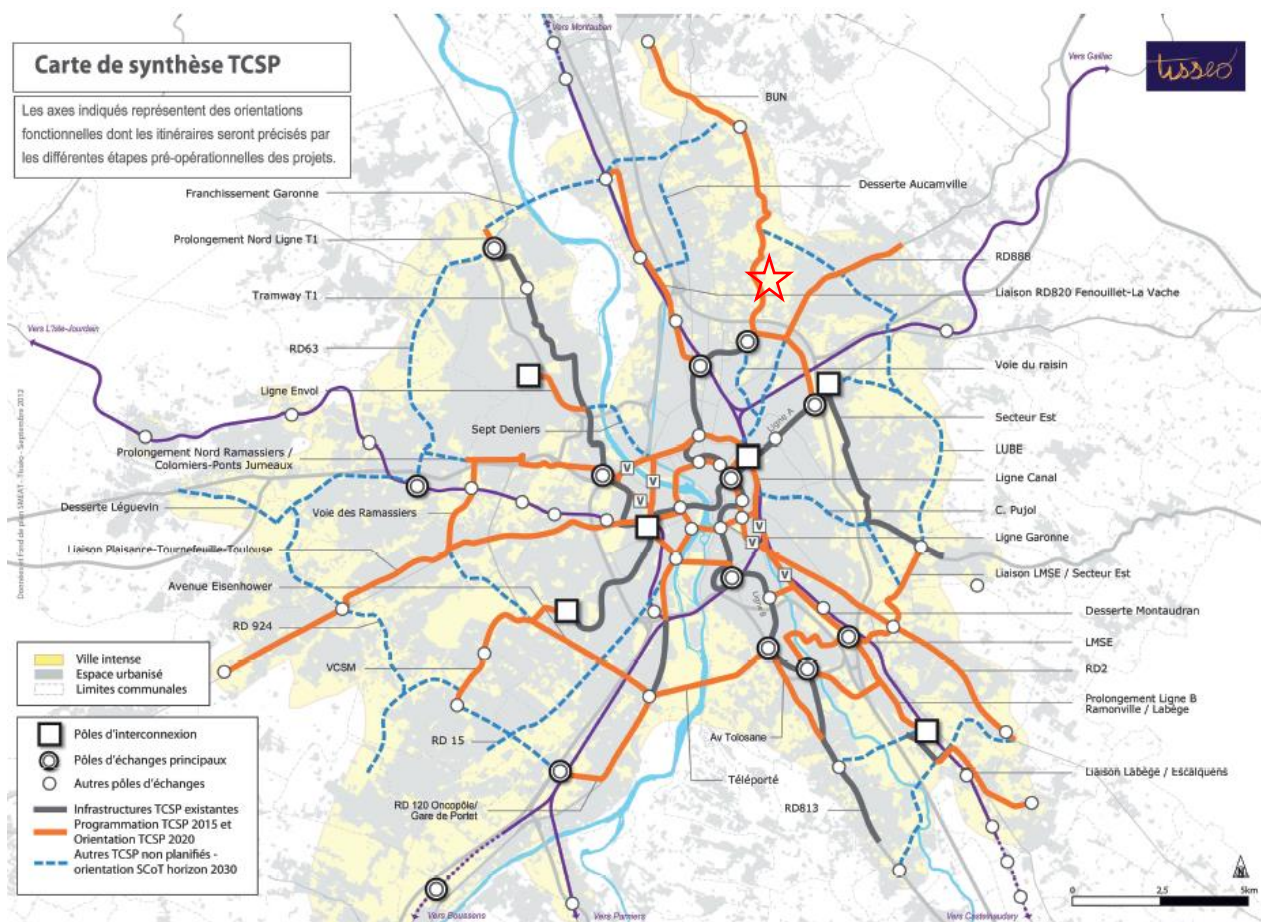
- La maîtrise des déplacements mécanisés par une cohérence Urbanisme / Transport, en s'inscrivant dans une dynamique de densification le long des axes supports de transports en commun et aux abords des pôles d'échanges et en contrôlant l'étalement urbain
- La maîtrise du trafic automobile, dans un contexte de forte croissance urbaine de l'agglomération.

Objectifs 2020 du PDU :



Estimation 2010 réalisée à partir de l'outil de modélisation multimodale

La réalisation du BUN tout proche s'est largement appuyée sur le PDU et faisait partie de la programmation TCSP 2015, par ailleurs l'urbanisation autour de ce nouvel axe s'appuie sur un contrant d'axe n°15 transformé en Pacte urbain Nord Toulousain.



Face à ce constat et après un diagnostic du territoire, Toulouse Métropole a défini de nouveaux objectifs dans son Plan Climat dont le premier est de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, objectif ambitieux mais nécessaire pour assurer l'engagement planétaire de Toulouse Métropole et contribuer ainsi pleinement au maintien du bien vivre des métropolitains.

Le Plan Climat-Air-Énergie Territorial a été élaboré en intégrant quatre finalités :

- atténuer l'impact des activités sur le territoire sur le climat, principalement en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- adapter le territoire métropolitain aux dérèglements climatiques ;
- améliorer la qualité de l'air sur le territoire ;
- promouvoir un développement économique et social respectueux de ces trois engagements.

Ces finalités sont incluses dans chacun des 6 objectifs stratégiques ciblés. Le projet global d'aménagement de l'île du Ramier permet de répondre à plusieurs de ces objectifs stratégiques :

- Amplifier massivement la rénovation des logements et la qualité des aménagements pour assurer le bien vivre dans l'Eco-Métropole.

En 2030, plus de la moitié des métropolitains vivront dans un logement agréable et performant (rénové ou postérieur à RT 2012). Pour y parvenir, la consommation foncière diminuera. Les actions mises en place rapprocheront chaque habitant d'un espace de nature de qualité. Le cadre de vie des habitants de la métropole sera amélioré par le biais d'opérations d'aménagements durables. Toulouse Métropole accompagnera la réduction des consommations énergétiques du patrimoine bâti et luttera contre la précarité énergétique.

Ce point est ici sans objet.

- Favoriser l'écocomobilité et faciliter les déplacements pour rendre du temps aux Métropolitains.

Plus de 50% des déplacements seront réalisés autrement qu'en véhicules motorisés thermiques individuels à l'horizon 2030. Toulouse Métropole développera des propositions afin que les habitants de la Métropole préfèrent les modes doux, choisissent l'autopartage et le co-voiturage. Les véhicules propres, dont l'électrique et le gaz naturel, s'imposeront dans la métropole. La part des actifs utilisant les transports en commun augmentera significativement pour les trajets domicile-travail. Les transports de marchandises seront optimisés pour un faible impact environnemental et de circulation.

Au regard de la proximité du boulevard Florence Arthaud (BUN), directement relié au métro, le choix de la localisation du projet incitera les usagers de ce site à utiliser les transports en commun.

En outre, le programme développé par le CD31 pour le concours d'architecture propose de prévoir des cheminements modes actifs directs et de matérialiser un stationnement vélo à proximité du parvis.

L'OAP créée dans le cadre du projet émet ainsi des dispositions en terme de connexions aux réseaux de transport en commun et doux existants.

- Développer les productions et consommations d'énergies renouvelables locales.

La part des énergies renouvelables locales dans la consommation d'énergie du territoire aura doublé d'ici 2030. Toulouse Métropole facilitera l'investissement des habitants dans les énergies renouvelables. La métropole négociera pour développer les énergies renouvelables sur les opérations privées et visera à systématiser les énergies renouvelables dans les cahiers des charges de toutes les opérations. Toulouse Métropole élaborera et mettra en œuvre une prospective énergétique territoriale. Elle développera les réseaux électriques intelligents.

L'une des orientations principales est de concevoir un projet durable ; le programme du concours architectural prévoit notamment l'atteinte d'un niveau énergétique E4C1 qui nécessitera la mise en place d'énergie renouvelable à l'échelle du site.

L'OAP créée dans le cadre du projet émet notamment des dispositions concernant les objectifs de qualités environnementales et énergétique des bâtiments.

- Entreprendre, produire et consommer durablement dans une ville intelligente.

D'ici 2030, un emploi sur 10 sera dans les métiers verts. Toulouse Métropole soutiendra les projets innovants sur des filières de l'énergie et du développement durable. Des zones d'activités propices à l'écologie industrielle et territoriale se développeront. Toulouse Métropole tendra vers l'autonomie alimentaire en soutenant une agriculture locale, responsable par la commande publique, la préservation des espaces agricoles, le soutien aux filières. Toulouse Métropole accompagnera l'évolution des modes de consommation.

Ce point est ici sans objet.

- Affirmer Toulouse Métropole comme animatrice territoriale de la Transition Énergétique.

Toulouse Métropole fera interagir toutes les catégories d'acteurs pour la Transition Énergétique. Le programme d'actions sera évalué, suivi et réajusté (agilité du programme d'actions) chaque année de manière participative. Toulouse Métropole animera une observation environnementale et assurera un pilotage du déploiement du Plan Climat. La métropole créera des synergies entre les collectivités à toutes les échelles : Europe, Région, grandes agglomérations régionales, collectivités voisines, communes métropolitaines. Elle permettra à la société civile de la métropole d'être actrice du Plan Climat (citoyens, associations, entreprises) par le repérage et le soutien des initiatives, appels à projets, trophée d'initiatives, de tout type d'acteurs et la mise en œuvre d'un plan d'éducation à l'environnement et au développement durable. Toulouse Métropole animera les instances permettant d'accélérer la transition énergétique par une part contributive des acteurs. Elle participera à des réseaux et des projets pour contribuer à la solidarité internationale.

Ce point est ici sans objet.

- Innover pour l'exemplarité et généraliser les pratiques d'excellence.

Toulouse Métropole sera une collectivité à énergie positive en 2030. La collectivité intégrera les enjeux Air Climat Énergie dans les pratiques quotidiennes et dans les décisions internes. Elle visera à généraliser l'éco-conditionnalité de la commande publique en mettant la priorité sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la qualité de l'air. Elle amplifiera fortement le recours aux énergies renouvelables sur le patrimoine métropolitain. La flotte de véhicules se composera majoritairement de véhicules propres. Les conducteurs seront formés à l'éco-conduite.

L'une des orientations principales est de concevoir un projet durable ; le programme du concours architectural, propose notamment une conception bioclimatique du projet.

L'OAP créée dans le cadre du projet émet notamment des dispositions concernant les objectifs de qualités environnementales des bâtiments.

4.4. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ET LE SAGE

4.4.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne 2016-2021

4.4.1.1. Présentation

Pour préserver ou améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques, mais aussi atteindre les objectifs fixés par le Comité de bassin, le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 identifie 4 priorités d'actions, les « orientations ».

Ces orientations répondent aux enjeux mis en avant dans le cadre de l'état des lieux réalisé en 2013. Elles sont déclinées en prescriptions - les dispositions - dans le SDAGE et seront traduites en actions concrètes - les mesures - dans le programme de mesures.

Les 4 orientations reprennent en partie les objectifs du SDAGE 2010-2015 en les approfondissant sur certains objectifs. Elles sont les suivantes :

- ORIENTATION A : CRÉER LES CONDITIONS DE GOUVERNANCE FAVORABLES

Une politique de l'eau cohérente et menée à la bonne échelle. Cette orientation se traduit par 4 objectifs :

- Mieux gérer l'eau au niveau local et rationaliser les efforts,
- Renforcer les connaissances et partager les savoirs dans le contexte du changement climatique pour assurer les conditions d'une meilleure gestion des milieux aquatiques,
- Mieux évaluer le coût des actions et les bénéfices environnementaux,
- Prendre en compte les enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire.

- ORIENTATION B : RÉDUIRE LES POLLUTIONS

Les pollutions compromettent le bon état des milieux aquatiques mais aussi les différents usages : l'alimentation en eau potable, les loisirs nautiques, la pêche, l'aquaculture...

Afin de réduire ces pollutions, le SDAGE demande :

- D'agir sur les rejets de polluants issus de l'assainissement et des activités industrielles,
- De réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée,
- De préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau,
- Sur le littoral, de préserver et reconquérir la qualité des eaux et des milieux.

- ORIENTATION C : AMÉLIORER LA GESTION QUANTITATIVE

Maintenir une quantité d'eau suffisante dans les rivières est primordial pour l'alimentation en eau potable, le développement des activités économiques ou de loisirs et le bon état des milieux aquatiques.

Pour restaurer durablement l'équilibre quantitatif des besoins en eau, les axes suivants sont identifiés dans le SDAGE :

- Approfondir les connaissances et valoriser les données,
- Gérer durablement la ressource en eau en intégrant les impacts du changement climatique,
- Gérer les situations de crise (sécheresses...)

- **ORIENTATION D : PRÉSERVER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES (ZONES HUMIDES, LACS, RIVIÈRES...)**

Le bassin Adour-Garonne abrite des milieux aquatiques et humides d'un grand intérêt écologique qui jouent un rôle majeur dans le maintien de la biodiversité, dans l'épuration et la régulation des eaux.

Le SDAGE propose cinq axes de travail pour :

- Réduire l'impact des aménagements hydrauliques,
- Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau et le littoral,
- Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau,
- Préserver et permettre la libre circulation des espèces piscicoles et le transport naturel des sédiments,
- Réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation.

Ces orientations sont traduites en une série de mesures dans le PDM à l'échelle de chaque territoire, sur le modèle des mesures complémentaires au PDM du SDAGE 2010-2015.

Sur la commune de Toulouse, l'UHR concernée est La Garonne.

Actuellement le SDAGE est en cours de révision pour la période 2022-2029. Un premier état des lieux des masses d'eau a été réalisé afin de revoir le Programme des Mesures et les différents objectifs attribués à ces masses d'eau. Dans la suite de l'étude, nous présenterons l'état des lieux 2019 pour les masses d'eau concernées sur le site d'étude.

4.4.1.2. Compatibilité

Le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 fixe les 4 orientations fondamentales suivantes. Ces dernières sont comparées au projet afin d'en vérifier la compatibilité.

- Orientation A : créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE

Ce point est ici sans objet.

- Orientation B : réduire les pollutions

Le SDAGE souligne ici la nécessité d'agir sur les sources de pollutions ponctuelles et diffuses afin de préserver et reconquérir la qualité des eaux. A ce titre il convient de noter que les choix arrêtés au stade de la conception du projet en termes de dispositifs d'assainissement des eaux pluviales visent précisément à maîtriser les pollutions rejetées au milieu et améliorent les conditions de rejet initiales.

Les orientations définies visent à limiter l'impact de l'urbanisation sur le milieu récepteur via :

- Le choix de l'implantation du collège sur un secteur raccordé au réseau collectif d'assainissement,
- Une capacité de la station d'épuration suffisante,
- Une OAP préconisant une bande de pleine terre ainsi que des espaces récréatifs perméables en fond de parcelle, à proximité du fossé,
- Une OAP identifiant des espaces végétalisés paysagers devant être marqués par un taux de végétalisation important (strate herbacée, arbustive et/ou arborée). L'imperméabilisation doit y être limitée et liée à des besoins de cheminements doux ou des besoins techniques (réseaux, servitudes, accès particuliers). Les cheminements doux sont autorisés dans ces espaces et tant que possible aménagés avec des matériaux perméables.

- Orientation C : améliorer la gestion quantitative

La zone identifiée pour accueillir le projet est située sur une zone identifiée comme desservie de manière surdimensionnée et donc favorable à l'urbanisation d'un point de vue des potentialités du réseau AEP. L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur n'aura pas d'impact sur la ressource en eau d'un point de vue quantitatif.

- Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques

Cette orientation se traduit par des principes et mesures opérationnelles comprenant notamment :

- la restauration de la continuité écologique ;
- la réduction de la vulnérabilité et des aléas inondation ;
- l'évaluation des impacts et des mesures de compensation sur le fonctionnement des bassins versants ;
- l'adaptation des projets afin de limiter leur impact sur le risque inondation.

Les mesures prises visent à préserver la principale zone présentant un enjeu en matière de continuité écologique sur le secteur projet : le fossé s'écoulant en limite ouest.

L'OAP mise en œuvre sur ce secteur vise à éloigner les zones constructibles de cet espace de corridor afin de préserver une zone tampon entre le collège et le fossé. Une bande de pleine terre ainsi que les espaces récréatifs perméables seront ainsi privilégiés en fond de parcelle.

4.4.2. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)Vallée de la Garonne

Le SAGE est un document de planification de l'eau subordonné aux orientations du SDAGE.

La commune de Toulouse est concernée par les SAGE :

- « Vallée de la Garonne » approuvé le 21 juillet 2020.
- « Hers Mort Girou » approuvé le 17 mai 2018

Seul le SAGE « Hers Mort Girou » concerne le secteur concerné par le projet.

4.4.2.1. Présentation du SAGE « Hers Mort Girou »

Le SAGE Hers Mort Girou dispose :

- Un état des lieux qui comprend l'analyse du milieu existant, le recensement des différents usages des ressources en eau, l'exposé des principales perspectives de mise en valeur de ces ressources, l'évaluation du potentiel hydroélectrique (art. L212-5 du code de l'environnement), ainsi qu'un diagnostic et une analyse des tendances et scénarios;
- D'un Plan d'aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau, les priorités à retenir, les dispositions, les conditions de réalisation (moyen économiques et financiers nécessaires) pour les atteindre et ses annexes cartographiques
- Un règlement qui définit des règles précises pour l'exécution d'installations, d'ouvrages, travaux, activités du territoire dans le but d'assurer la réalisation des objectifs prioritaires du PAGD. Ces règles sont opposables à toute personne publique ou privée
- Un rapport environnemental qui évalue l'impact du SAGE sur son territoire.

Ce SAGE recouvre le bassin versant topographique de l'Hers Mort et de son principal affluent le Girou ; il couvre une superficie de 1 550 km² et recoupe trois départements (Haute-Garonne, Aude et Tarn).

Le SAGE Hers Mort Girou édicte 32 dispositions, organisées par enjeux et objectifs déclinés en sous objectifs :

- Enjeu Gouvernance :
 - Objectif général A1 : Organiser et suivre la mise en œuvre du SAGE Hers-Mort-Girou
 - Objectif général A2 : Favoriser la convergence des politiques publiques pour répondre aux enjeux du bassin HersMort – Girou
 - Objectif général A3 : Communiquer sur les enjeux du bassin Hers-Mort-Girou
- Enjeu Gestion quantitative :
 - Objectif général B1 : Optimiser la gestion des ressources en eau du bassin
 - Objectif général B2 : Assurer la pérennisation et l'efficacité de la réalimentation de l'Hers-Mort et du Girou aval
 - Objectif général B3 : Assurer l'alimentation en eau potable du bassin sur le long terme
- Enjeu Qualité des eaux :
 - Objectif général C1 : Coordonner les actions de restauration de la qualité des eaux
 - Objectif général C2 : Renforcer les actions de lutte contre les pollutions pour atteindre le bon état/potentiel.

4.4.2.2. Compatibilité

Enjeu Gouvernance

Ce point est ici sans objet.

Enjeu Gestion quantitative

La zone identifiée pour accueillir le projet est située sur une zone identifiée comme desservie de manière surdimensionnée et donc favorable à l'urbanisation d'un point de vue des potentialités du réseau AEP. L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur n'aura pas d'impact sur la ressource en eau d'un point de vue quantitatif.

Enjeu Qualité des eaux

Les orientations définies dans le PLU ainsi dans la MECDU visent à limiter l'impact de l'urbanisation sur le milieu récepteur via :

- Le choix de l'implantation du collège sur un secteur raccordé au réseau collectif d'assainissement,
- Une capacité de la station d'épuration suffisante,
- Une OAP préconisant une bande de pleine terre ainsi que des espaces récréatifs perméables en fond de parcelle, à proximité du fossé,
- Une OAP identifiant des espaces végétalisés paysagers devant être marqués par un taux de végétalisation important (strate herbacée, arbustive et/ou arborée). L'imperméabilisation doit y être limitée et liée à des besoins de cheminements doux ou des besoins techniques (réseaux, servitudes, accès particuliers). Les cheminements doux sont autorisés dans ces espaces et tant que possible aménagés avec des matériaux perméables.

5. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

5.1. CARACTERISTIQUES LIEES AU MILIEU NATUREL

5.1.1. Natura 2000

Le secteur de la mise en compatibilité n'est pas concerné par un site Natura 2000.

Les sites Natura 2000 les plus proches sont situés environ 4 km à l'ouest et correspondent aux sites :

- FR7301822 « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste » relevant de la Directive Habitat. Enjeux de préservation liés à la préservation des habitats rivulaires et à la qualité des eaux.
- FR7312014 « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac » relevant de la Directive Oiseaux. Enjeux de préservation liés à la préservation des habitats d'espèces.

Seul le secteur à proximité du cours d'eau (hors périmètre d'étude) pourrait accueillir des espèces affiliées à ces zonages.

5.1.2. APPB

Le secteur de la mise en compatibilité n'est pas concerné par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB).

L'APPB le plus proche correspond aux biotopes nécessaires à la reproduction, au repos et à la survie de poissons migrateurs sur la Garonne à l'aval De Toulouse et si situe environ 4,2 km à l'ouest du site projeté. Aucun de ces biotopes ne concerne le site d'étude.

5.1.3. ZNIEFFS

Le secteur de la mise en compatibilité n'est pas concerné par une ZNIEFF.

Les ZNIEFF les plus proches sont situées à plus de 3,5 km au nord-est (ZNIEFF de type 1 « Bois de Bressac ») et à l'ouest (ZNIEFF de type 1 « La Garonne de Montréjeau jusqu'à Lamagistère » et de type 2 « Garonne et milieux riverains, en aval de Montréjeau »).

5.1.4. ZICO

Le secteur de la mise en compatibilité n'est pas concerné par une ZICO.

La ZICO la plus proche se situe environ 4°km à l'ouest du site projet et correspond à la Vallée de la Garonne : « Palayre et environs ».

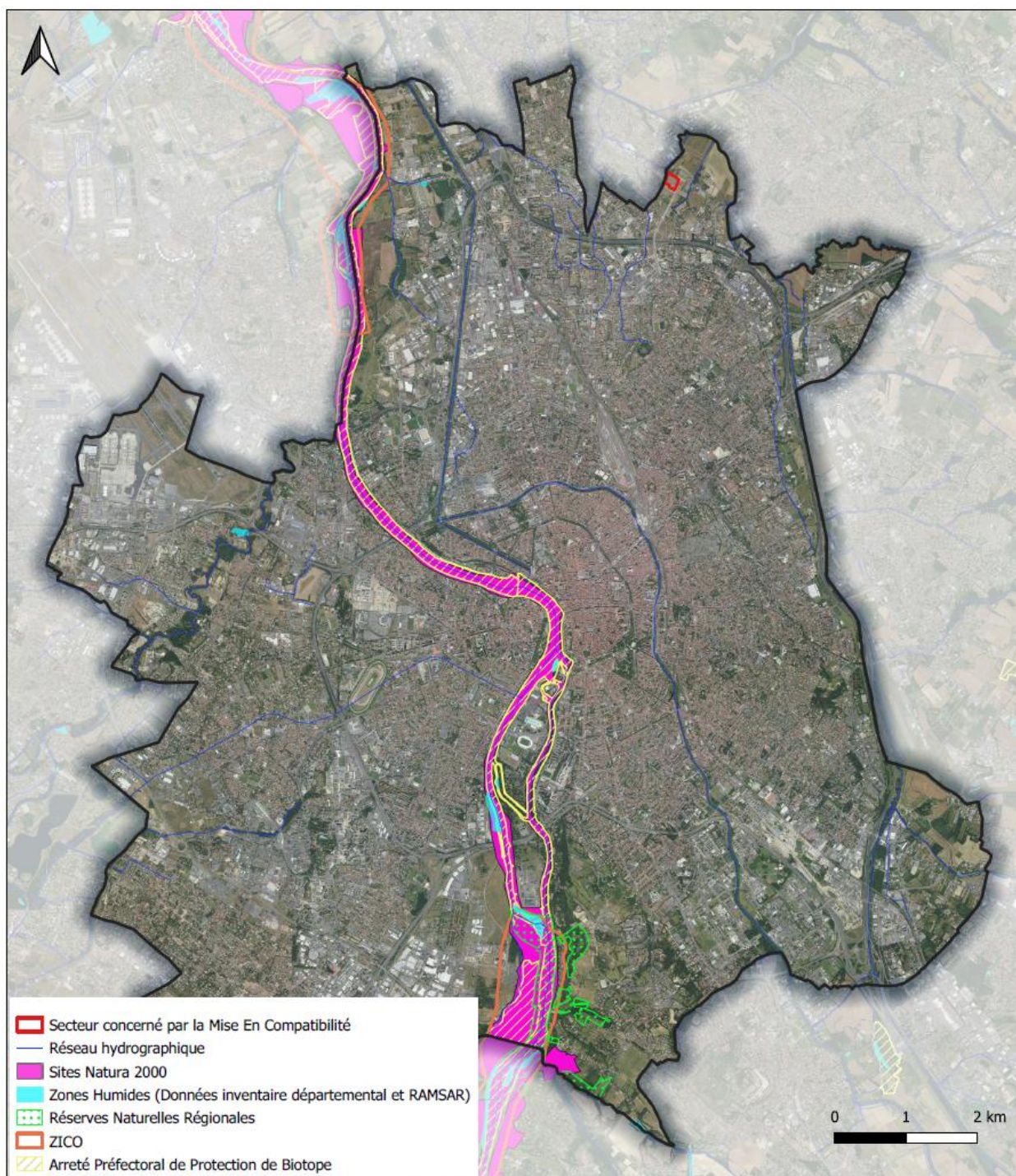


Figure 4- Carte de localisation des principaux enjeux environnementaux

5.1.5. Corridors écologiques et réservoirs de biodiversité

Le secteur de la mise en compatibilité a été identifié en tant que zone agricole au SCoT de la Grande Agglomération Toulousaine.

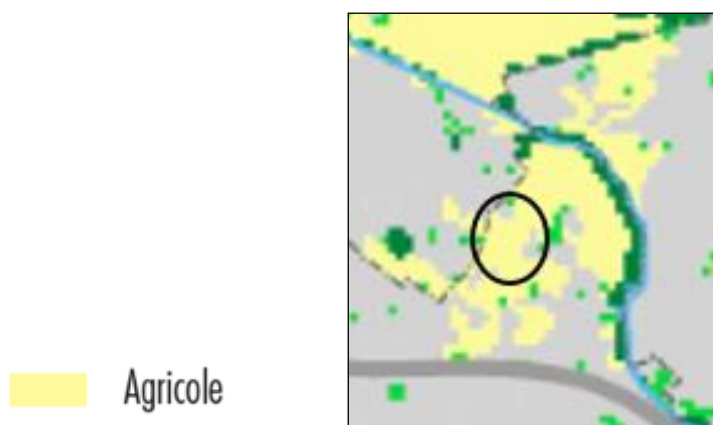


Figure 5- Extrait de la cartographie du Scot de la Grande Agglomération Toulousaine

A noter que les aménagements récents du BUN ont fortement impacté la zone agricole de ce secteur (cf ci-après).

Le fossé qui s'écoule en limite ouest du secteur de la mise en compatibilité est identifié en tant que :

- Corridor linéaire de la trame bleue dans le SRCE

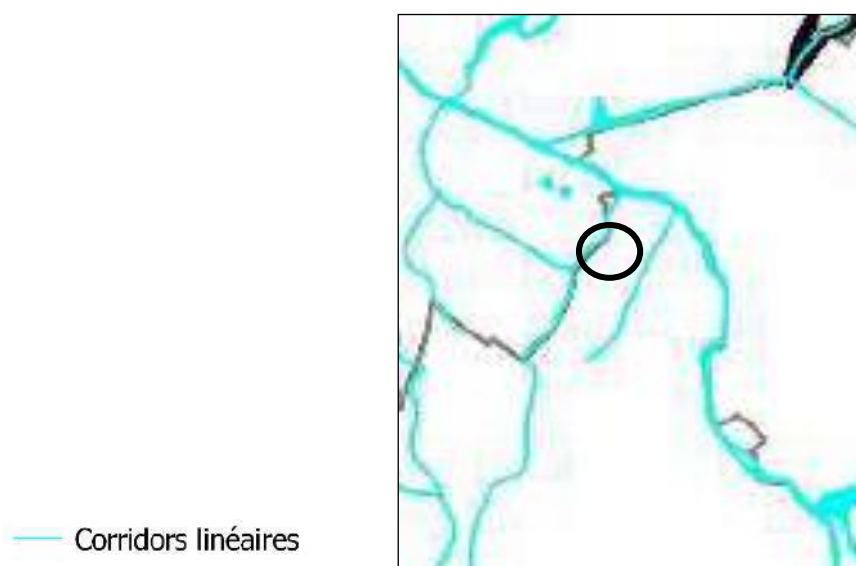


Figure 6- Extrait du SRCE

- Corridor hygrophile et boisé dans les études de faisabilité du BUN

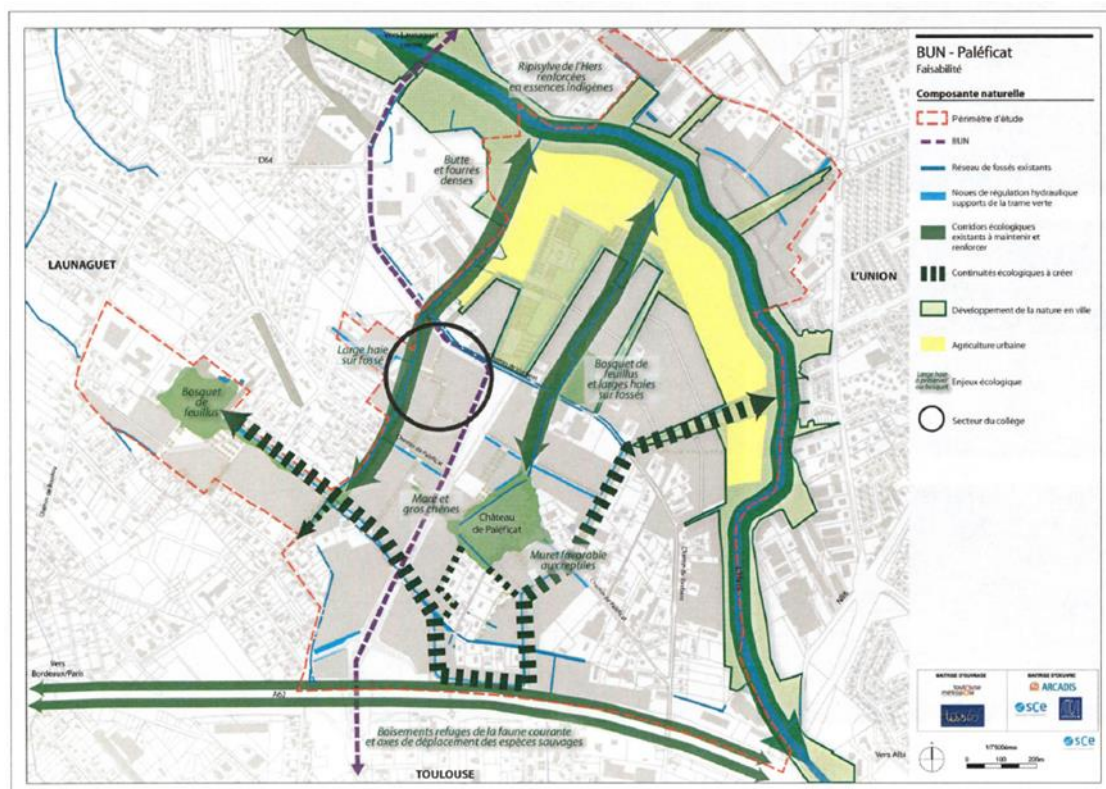


Figure 7- Extrait des études de faisabilité du BUN

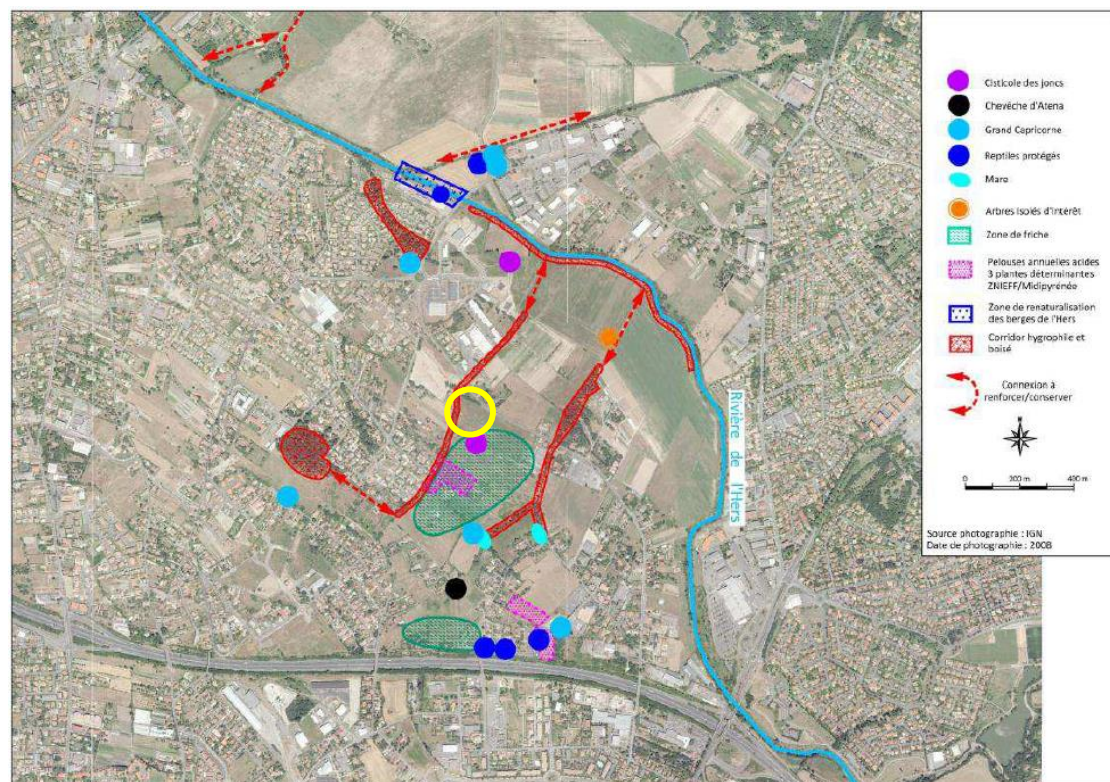


Figure 8- Extrait de l'état initial de l'étude d'impact du BUN

Dans cette zone, ce sont donc essentiellement le cours d'eau et sa ripisylve qui présentent une vulnérabilité particulière et qui doivent être protégés. A noter que cette zone ne fait pas l'objet d'une mise en compatibilité étant donné qu'elle est hors périmètre.

5.1.6. Espèces faisant l'objet d'un PNA

Aucune espèce faisant l'objet d'un Plan National d'Action n'est identifiée sur le secteur de la mise en compatibilité.

5.1.7. PARC NATUREL REGIONAL (PNR) OU NATIONAL, RESERVE NATURELLE REGIONALE OU NATIONALE

Le secteur de la mise en compatibilité n'est concerné ni par un parc naturel régional ou national ni par une réserve naturelle régionale ou nationale.

5.1.8. ZONES HUMIDES

Sur la base de l'inventaire départemental des zones humides piloté par le Conseil Départemental de Haute-Garonne, aucune zone humide n'a été identifiée ni au niveau du secteur de la mise en compatibilité, ni à proximité.

En outre, aucune zone humide relevant de la convention RAMSAR n'est identifiée sur le secteur de la mise en compatibilité ou à proximité.

5.1.9. Autres données environnementales sur le site

5.1.9.1. Travaux déjà réalisés sur le secteur

En 2012, le secteur était un secteur agricole pouvant présenter des enjeux en termes de présence de Cisticole des joncs notamment. D'autre part le fossé à l'ouest ainsi que sa végétation sont considérés comme un corridor intéressant.

A ce jour, la parcelle concernée par le projet de collège est occupée par une activité agricole et localisée le long d'une partie du BUN déjà réalisé, qui a fait l'objet de mesures ERC.

La parcelle a fait l'objet de remaniements récents liés aux travaux du BUN comme le montre la photo (géoportail) suivante. Les sensibilités environnementales seront moindres sur la parcelle dédiée aux travaux, cependant les enjeux au niveau du corridor à l'ouest ont été préservés. Il devra en être de même pour tous travaux sur la parcelle du collège.



Figure 9- Photo aérienne 2018 - Géoportail

5.1.9.2. Données locales

Un diagnostic écologique est en cours (2020/2021) par Biotopie dans le cadre du développement du projet d'urbanisation du secteur Paleficat porté par Oppidea et qui recouvre la parcelle du collège.

Les premiers retours, sur la base des inventaires printaniers et estivaux ont montré qu'aucune espèce à enjeu n'avait été repérée sur la parcelle du collège. En revanche des enjeux perdurent le long du ruisseau.

Le secteur faisant l'objet de la présente mise en compatibilité n'est donc pas concerné par des enjeux de biodiversité importants.

5.2. CARACTERISTIQUES LIEES AU MILIEU AQUATIQUE ET A LA GESTION DES EAUX

5.2.1. Périmètres de protection des captages AEP

Le secteur de la mise en compatibilité n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage AEP.

La commune de Toulouse est classée en zone vulnérable sur l'ensemble de son territoire, mettant en évidence une forte activité agricole source de pollutions azotées.

La commune est en outre partiellement classée en zone sensible à l'eutrophisation nécessitant que des efforts soient faits pour limiter les rejets de phosphore et d'azote; le secteur de la mise en compatibilité étant concerné.

5.2.2. Zone de répartition des eaux

La commune de Toulouse est classée en ZRE.

5.2.3. Zonage d'assainissement non collectif

La zone concernée par la mise en compatibilité est intégrée dans le zonage d'assainissement collectif.

5.2.4. Zones d'écoulement des eaux pluviales

Sur la base de la carte des bassins versants sensibles au ruissellement urbain réalisée dans le cadre du SAGE Hers-Mort Girou, la zone concernée par la mise en compatibilité n'est pas située dans un bassin versant identifié comme sensible au ruissellement urbain.

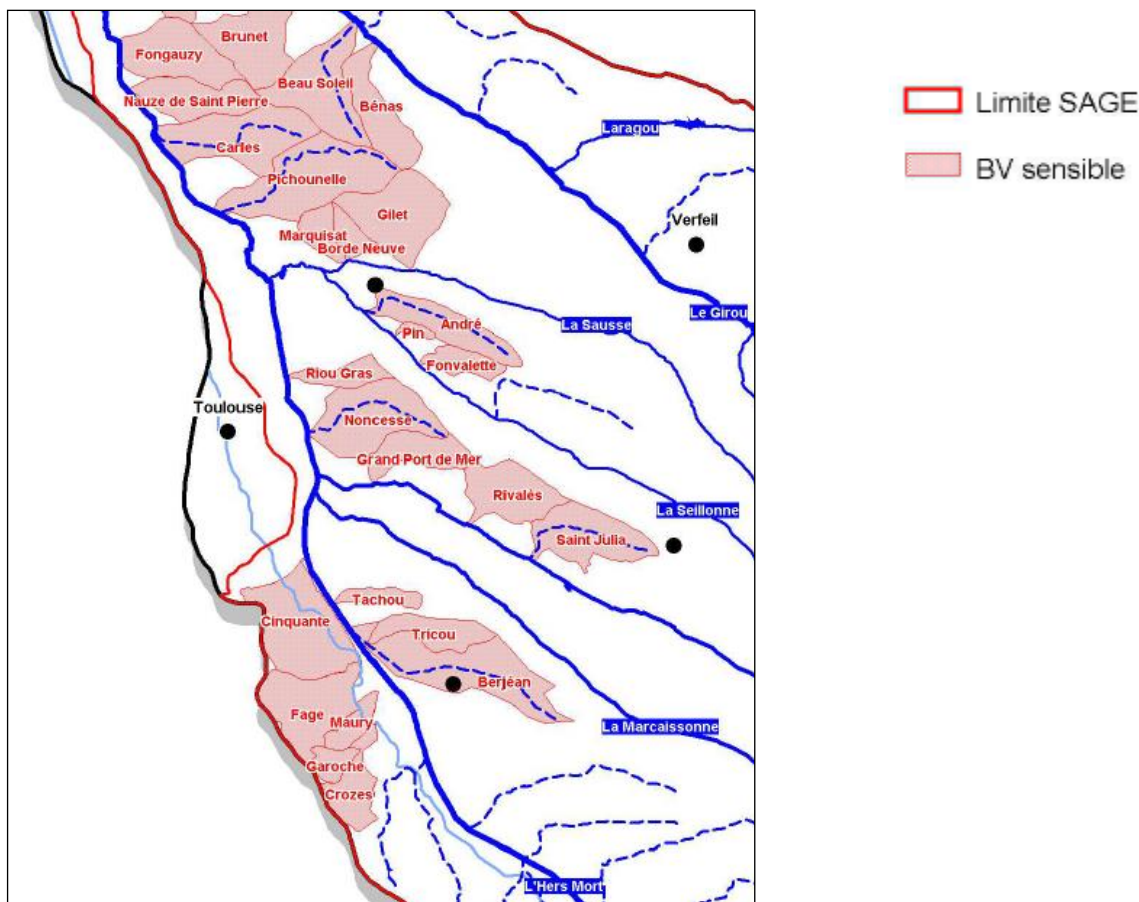


Figure 3- Carte des bassins versants sensibles au ruissellement urbain réalisée dans le cadre du SAGE Hers-Mort Girou

5.3. RISQUES ET NUISANCES

5.3.1. Plans de prévention des risques

La zone concernée par la mise en compatibilité est située en dehors de tout zonage réglementaire lié au **PPRn inondation** de Toulouse approuvé le 20/12/2011 et modifié le 18/07/2018 (source PPRn inondation).



Figure 3- Extrait de la carte du PPRI

Il n'est pas fait mention de débordements spécifiques du fossé à proximité de la zone d'étude dans les documents de la métropole existants.

La commune de Toulouse est concernée par le **PPR sécheresse** approuvé le 30/08/2005 qui identifie tout le territoire en zone exposée.

Trois **PPRT** existent sur la commune de Toulouse ; aucun d'entre eux ne concerne en revanche le site projet.

Ces PPR sont annexés au document d'urbanisme et sont opposables.

5.3.2. Nuisances sonores

Seule la RD64 au nord du site a été identifiée comme infrastructure bruyante de catégorie 3 (arrêté du 20 décembre 2020).

Dans le périmètre affecté par le bruit (100m depuis l'axe de l'infrastructure) et conformément au décret n°95-21 du 9 janvier 1995, les bâtiments à construire dits sensibles (dont les établissements d'enseignement) doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs, déterminé selon l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 modifié.

Le site n'est pas concerné par les PEB des aéroports et aéroport de l'agglomération toulousaine.

5.4. CARACTERISTIQUES DES ENJEUX PATRIMONIAUX

5.4.1. SITES CLASSES ET INSCRITS

La zone identifiée pour accueillir le projet n'est concernée par aucun site classé ou inscrit.

5.4.2. PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHITECTURAL

La zone identifiée pour accueillir le projet n'est concernée par aucun :

- Élément inscrit au patrimoine UNESCO
- Monument historique ou périmètre de protection associé

Elle n'est en outre pas identifiée en tant que zone de présomption de prescriptions archéologiques.

5.4.3. ZPPAUP

La zone identifiée pour accueillir le projet n'est concernée par aucune ZPPAUP, AVAP ou PSMV.

5.4.4. PERSPECTIVES PAYSAGERES

Le site projet n'a fait l'objet d'aucune perception qualitative majeure à valoriser. En outre, ce secteur a fait l'objet de l'aménagement d'une infrastructure majeure, le Boulevard Florence Arthaud (ex- BUN).

5.5. HIERARCHISATION DES ENJEUX DU SECTEUR

La zone de projet soumise à mise en compatibilité du document d'urbanisme présente un enjeu de biodiversité au regard de la proximité du ruisseau et de sa ripisylve mais sans présence d'espèce à enjeu sur le périmètre d'étude.

Par ailleurs, cette proximité du cours d'eau ainsi que d'autres fossés nécessite une attention particulière quant à la gestion des eaux pluviales. Sur un tel site en extension, la limitation de l'imperméabilisation devra être une priorité.

Enfin le secteur est touché par le bruit liée à la présence de la RD64 et du Boulevard Florence Arthaud.

C. MISE EN COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE PROJET

1. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU

La présente procédure a pour objet de permettre la réalisation du projet de collège prévu sur le secteur de Paleficat. Les terrains visés par cette future opération sont actuellement classés au PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse en zone AU0 : « zone à urbaniser fermée ».

A noter qu'une partie du secteur est concernée par l'**Emplacement Réserve 919** (ER à destination de Toulouse Métropole pour Aménagement du BUN).

Afin d'ouvrir à l'urbanisation cette zone, il est nécessaire que le PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse soit mis en compatibilité. Les modifications sont la traduction du projet d'ensemble et donc principalement :

- La création d'une zone 1AUC, zone à urbaniser d'intérêt collectif,
- La modification du règlement graphique avec ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone AU0 correspondant à l'emprise du projet,
- La mise en place d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) rendue obligatoire pour la partie de la zone AU0 ouverte à l'urbanisation,
- La réduction de l'emplacement réservé 919.

1.1. INCIDENCES DU PROJET SUR LE RAPPORT DE PRESENTATION

La présente notice de mise en compatibilité du PLU constitue un addendum au rapport de présentation afin d'expliquer les choix retenus dans le cadre du projet de collège sur le secteur Paleficat.

La zone concernée est actuellement classée en zone AU0 au PLU en vigueur.

1.2. INCIDENCES DU PROJET SUR LE PADD (PIECE 2)

Le projet répond bien à plusieurs orientations du PADD :

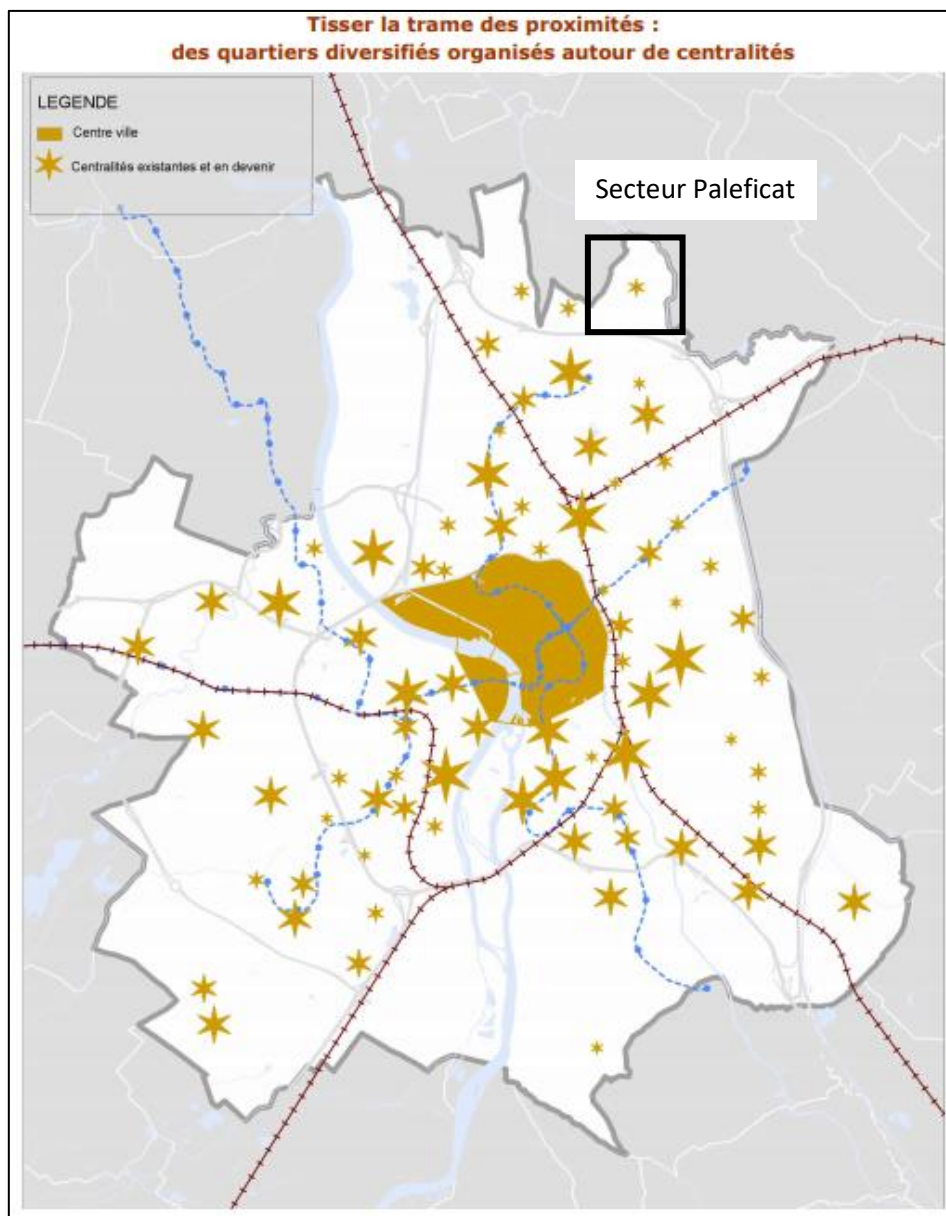
- UNE METROPOLE RESPONSABLE : URBANISER DE NOUVEAUX ESPACES DANS LA MESURE DU NECESSAIRE

Le projet répond bien à l'ambition de développer une ville de proximité, autour des infrastructures de transports en commun et des équipements, existants ou futurs. Le PADD précise que les nouveaux territoires d'urbanisation sont localisés principalement dans la continuité des urbanisations existantes, à proximité des équipements et services nécessaires aux populations, et/ou des transports collectifs existants ou projetés.

- TOULOUSE VIVANTE : TISSER LA TRAME DES PROXIMITES

La commune souhaite développer un urbanisme qui repose, au-delà de leur diversité sociale affirmée, sur la présence, au plus proche des habitants, de toutes les fonctions nécessaires à leurs besoins, l'aménagement de véritables centralités, lieux de rencontre et de lien social, symbolisant ce « vivre ensemble », l'accessibilité par des modes alternatifs à la voiture à ces centralités.

Le projet de création d'un collège dans le secteur Paleficat permet de répondre à l'objectif visant à tisser la trame des proximités en permettant la création d'un équipement public visant à accompagner l'urbanisation et son développement.



Extrait du PADD du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse

■ **TOULOUSE RESPONSABLE : ... STRUCTUREE AUTOUR DES TRANSPORTS EN COMMUN**

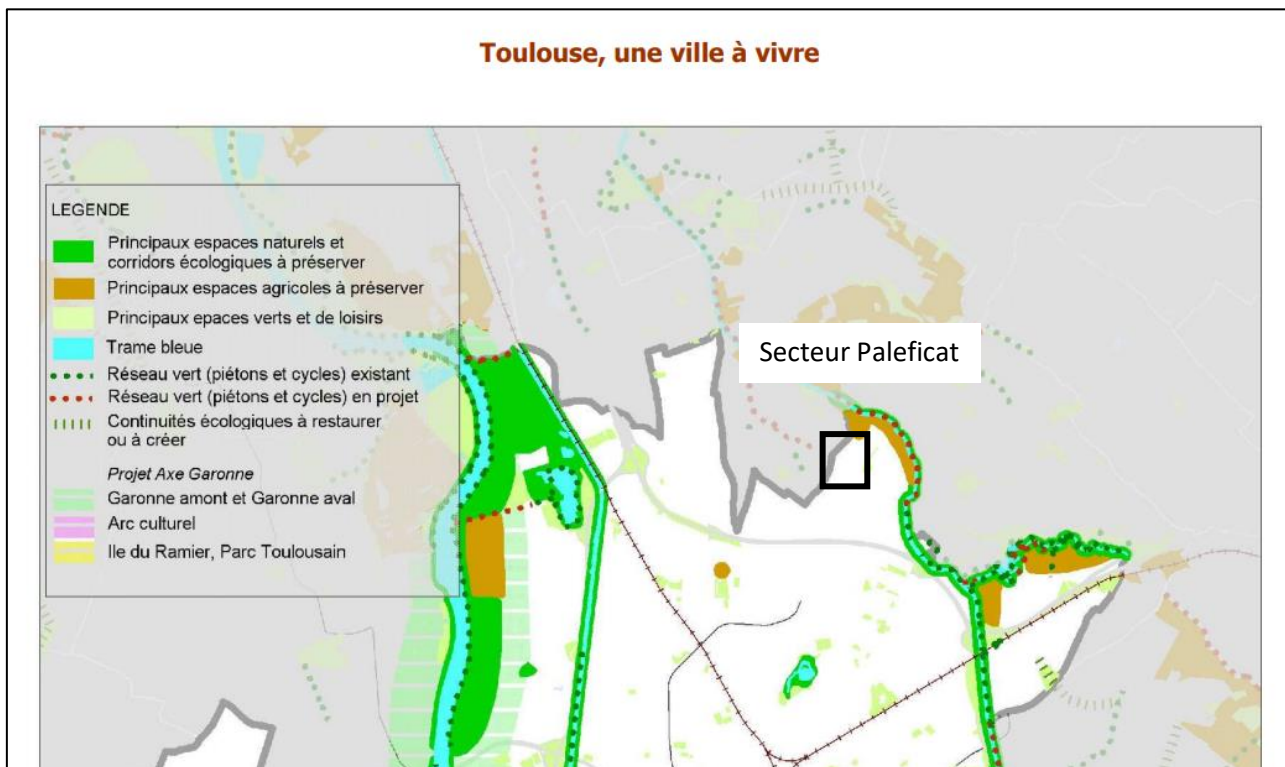
Le PADD identifie le secteur Paleficat comme un nouveau quartier à urbaniser. Il précise ainsi que « Aux limites du territoire communal subsistent certains espaces non encore construits, appelés à faire l'objet d'une urbanisation. Il s'agit des sites de Malepère, Marcaissonne et **Paléficat**. Leur mutation veillera à :

- la mise en œuvre de véritables quartiers mixtes en lien avec les quartiers limitrophes ;
- la promotion de formes urbaines économes en foncier, un urbanisme et une architecture de qualité et durable ;
- la diversité de leurs fonctions urbaines, notamment par l'implantation d'activités économiques résidentielles, commerciales, de service et/ou artisanales, sous réserve qu'elles n'entraînent pas d'activités nuisantes incompatibles avec la proximité de l'habitat.

Le projet apparaît en cohérence avec la mixité recherchée sur le secteur.

■ TOULOUSE UNE VILLE A VIVRE

Le projet apparaît compatible avec la volonté de mettre en œuvre, à travers la préservation des espaces naturels, un maillage vert et bleu, présent jusqu'au cœur de la ville et de préserver certains espaces agricoles.



Extrait du PADD du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse

1.3. INCIDENCES DU PROJET SUR LES OAP (PIECE 3B)

La création d'une OAP de type aménagement est rendue obligatoire en raison de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU. Elle est structurée et légendée selon les prescriptions du PLU, et traduit les enjeux du projet d'aménagement. Elle est présentée en détail en annexe du présent dossier de modification du PLU.

1.4. INCIDENCES DU PROJET SUR PIECES REGLEMENTAIRES (PIECE 4)

1.4.1. Règlement écrit (pièce 4A)

Le projet de collège se situe sur une zone AU0, fermée à l'urbanisation. Dès lors, la création d'une zone à urbaniser à vocation d'intérêt collectif s'avère nécessaire pour permettre sa réalisation.

Le projet nécessite donc la création d'une zone 1AUC : « zone à urbaniser d'intérêt collectif ».

1.4.2. Document graphique du règlement (pièce 4B)

Afin d'ouvrir à l'urbanisation ce secteur, une **modification du document graphique du règlement sera nécessaire**. Il est ainsi prévu de basculer le secteur concerné par le projet (actuellement classé en zone AU0) en zone **1AUI** : zone à urbaniser d'intérêt collectif.

Une réduction de l'emplacement réservé 919 sera réalisée au niveau de l'emprise du projet.

1.4.3. Liste des emplacements réservés, servitudes pour équipements publics (pièce 4C)

Le projet nécessite une modification de la liste des emplacements réservés avec la réduction de la surface de l'emplacement réservé 919 (ER Toulouse 555-205)

1.5. INCIDENCES DU PROJET SUR LES ANNEXES (PIECE 5)

Le projet sera sans incidence sur les annexes.

2. MODIFICATIONS APPORTEES AU PLU

Pour rendre possible la réalisation du projet tel que présenté dans le présent dossier, et compte tenu de l'analyse ci-dessus, la mise en compatibilité se traduira principalement par les évolutions suivantes :

2.1. LES EVOLUTIONS APPORTEES AUX OAP

Afin de favoriser une bonne intégration du projet dans son environnement, a été créée une orientation d'aménagement et de programmation spécifique à la zone en cohérence avec la vocation de la zone destinée à recevoir un équipement public et d'intérêt collectif.



Situation

2,54 ha

Le territoire de l'OAP est situé :

- ▶ Dans la partie nord du territoire communal ;
- ▶ Dans le secteur dit Paleficat ;
- ▶ Le long de la RD64, en limite de la commune de Launaguet.

Objectifs généraux

Article L151-7 du Code de l'Urbanisme

- Mettre en valeur l'environnement
- Mettre en valeur les paysages
- Mettre en valeur les entrées de villes
- Mettre en valeur le patrimoine
- Lutter contre l'insalubrité
- Permettre le renouvellement urbain
- Assurer le développement de la commune



Enjeux et objectifs du projet

Anticiper sur les besoins en matière d'équipements scolaires

Le projet d'aménagement prévu vise à la création d'un nouveau collège au nord de Toulouse dans le quartier Paléficat-Grand Selve. Cet équipement apparaît nécessaire au regard des projections d'effectifs scolaires à l'horizon 2030 dans les collèges situés dans la zone d'impact du futur collège (collèges de Rosa Parks situé à environ 2km, Hubertine Auclert situé à environ 2km et Toulouse-Lautrec situé à environ 3km).

Permettre l'implantation d'un collège au cœur d'un site en plein développement

Le projet de collège se situe au cœur du quartier Paléficat favorisant l'implantation d'un équipement public au cœur d'une zone de mixité fonctionnelle en plein développement

Mixité fonctionnelle et sociale

Eléments de programmation du projet

Le site concerne uniquement le projet de collège qui comprendra :

- ▶ le collège proprement dit ainsi qu'un logement de fonction,
- ▶ un plateau sportif,
- ▶ un parvis,
- ▶ un parking véhicules légers
- ▶ des emplacements de stationnement pour les bus le long du BUN,

Traitement des espaces partagés

Deux types d'espaces partagés sont identifiables dans cette OAP :

- ▶ **Les espaces végétalisés paysagers** : Ces espaces doivent être marqués par un taux de végétalisation important (strate herbacée, arbustive et/ou arborée). L'imperméabilisation doit y être limitée et liée à des besoins de cheminements doux ou des besoins techniques (réseaux, servitudes, accès particuliers). Les cheminements doux sont autorisés dans ces espaces et tant que possible aménagés avec des matériaux perméables.
- ▶ **Les espaces à dominante de loisirs, sport et/ou détente** pour le plateau sportif. Les projets doivent permettre d'avoir des équipements sportifs et de détente ainsi qu'un taux de végétalisation important.

Qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère

Principes de qualité architecturale

Il sera privilégié des bâtiments de formes simples, parallélépipédiques, rectangulaires. La compacité caractérisera également le projet. Elle est nécessaire pour la performance thermique des bâtiments.

Principes d'insertion dans le tissu urbain environnant

Un front bâti accompagnera le Boulevard Florence Arthaud et se poursuivra sur une partie de la façade Nord du terrain. Cette implantation permet de préserver l'activité du collège, contenue en cœur d'îlot. Cette implantation correspond à une intention urbaine, au sein du quartier en devenir, en réponse à la présence du Boulevard Florence Arthaud.

Le parking au sud fera l'objet d'un aménagement paysager et devra prendre en compte l'aménagement futur des parcelles au sud (traitement paysager de la frange sud).

Principes patrimoniaux et paysagers à valoriser ou à créer

Le plateau sportif se situera en partie Ouest de la parcelle, en interface entre l'espace vert longeant le fossé et le collège. Cet équipement participe au corridor écologique reliant les espaces paysagers du collège à l'espace végétalisé à protéger le long du fossé.

En outre, seront favorisées les continuités végétalisées entre les espaces aménagés et à cet espace végétalisé via le maintien des strates végétales existantes ou la plantation sur une bande tampon de 5m au moins.

Des essences végétales d'essences locales respectant le contexte environnemental du secteur sont à privilégier.

Qualité environnementale et prévention des risques et nuisances

La trame verte et bleue

Une trame verte structurante de composantes paysagères et environnementales de qualité limite le terrain en partie ouest. Cette végétation protégée devra être associée aux futurs aménagements. L'adaptation des typologies bâties et leur organisation spatiale constitue donc un enjeu fort.

Les risques et nuisances

La RD64 située au nord du site et le tracé du Boulevard Florence Arthaud ont été identifiés comme infrastructures bruyantes. Les futures constructions devront répondre aux exigences acoustiques en la matière.

Le confort climatique

L'opération s'inscrira dans le cadre d'une démarche de performance énergétique et de qualité environnementale.

La cour de récréation devra s'inspirer de la démarche de réalisation des cours « Oasis » (objectif de créer des espaces rafraîchis, plus agréables à vivre et mieux partagés par tous).

Déplacements

Lignes et stations de transport en commun

Les parkings bus seront préférentiellement situés le long du Boulevard Florence Arthaud. Cette localisation se fera en cohérence avec la définition du projet Urbain.

Déplacements modes actifs

- ▶ A l'est de la zone, les déplacements en mode actifs situés le long du BUN doivent être connectés au parvis d'entrée du collège,
- ▶ Un passage destiné aux mode doux sera prévu à l'intérieur de la zone en connexion avec le parvis du collège.

Desserte des terrains par les voies

- ▶ La zone sera desservie depuis le sud-est du secteur. La nouvelle voie de desserte donnera accès aux aires de stationnement.
- ▶ Les voies devront respecter le cahier de recommandations de Toulouse Métropole si une rétrocession est envisagée

Stationnement

- ▶ Le stationnement des véhicules doit être réalisé hors de la voie publique.
- ▶ La différenciation des espaces et des différents flux (bus, véhicules légers, cycles, piétons) devra être claire ;

Desserte des terrains par les réseaux

Eaux usées et eau potable

Toutes les constructions le nécessitant doivent être raccordées au réseau public d'adduction en eau potable et au réseau d'eaux usées.

Eaux pluviales

Concernant la gestion de l'eau pluviale, il est nécessaire de favoriser son infiltration dans le projet d'aménagement en respectant la règle de limitation de rejet qui s'applique sur Toulouse Métropole

Par ailleurs, la mise en place d'ouvrages paysagers qui permettent de mutualiser les surfaces d'espaces verts et de gestion des eaux pluviales sera à rechercher.

L'utilisation des eaux pluviales à l'intérieur du collège est à prévoir. La récupération des eaux pluviales devra alimenter, dans la mesure du possible, les sanitaires sur cour, l'arrosage et l'entretien des espaces verts.

Réseaux secs

- ▶ Assurer une bonne intégration des éléments techniques dans la conception du projet,
- ▶ Assurer la desserte du secteur en électricité, gaz, téléphone, éclairage, ...

Phasage du projet

Le secteur sera aménagé dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble



2.2. LES EVOLUTIONS APPORTEES AUX PIECES REGLEMENTAIRES (PIECE 4)

2.2.1. Evolution du règlement écrit (pièce 4A)

La création de la zone 1AUIC prend appui sur les dispositions de la zone UIC : zone urbaine à vocation d'intérêt collectif ». Un renvoi aux OAP est précisé à l'article 2.

CHAPITRE IV : Dispositions Spécifiques

Zone 1AUIC - Zone urbaine d'Intérêt Collectif

ARTICLE 1 (1AUIC) - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

1.1. - Les nouvelles occupations et utilisations du sol à destination :

- d'habitat non mentionné à l'article 2
- d'hébergement hôtelier,
- de bureau,
- de commerce
- d'artisanat,
- d'industrie
- d'exploitation agricole ou forestière
- d'entrepôt,

ARTICLE 2 (1AUIC) - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

2.1. - Les nouvelles occupations et utilisations du sol soumises au régime des installations classées, à condition qu'il s'agisse d'ouvrages nécessaires à la vie du quartier ou à celle des occupants des constructions autorisées.

2.2 - Les constructions à usage d'habitation et de bureaux ne sont autorisées qu'à la condition d'être affectées au logement des personnes dont la présence est nécessaire à la direction, à la surveillance, à la sécurité et au bon fonctionnement des services ou établissements autorisés

2.3 - Les constructions à usage de « bureaux » ne sont autorisées que si elles sont liées à la vocation de la zone.

2.4 - Les constructions et opérations ne pourront être autorisées qu'à condition d'être compatibles avec les orientations définies dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) jointe au présent P.L.U., et au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus dans ce document.

ARTICLE 3 (1AUIC) - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

ARTICLE 4 (1AUIC) - CONDITIONS DE DESSERTE PAR LES RESEAUX D'EAU, D'ASSAINISSEMENT, D'ELECTRICITE ET DIVERS

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

CHAPITRE IV : Dispositions Spécifiques

ARTICLE 5 (1AUIC) - SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

- SANS OBJET

ARTICLE 6 (1AUIC) - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES ET VOIES PRIVEES

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

6.1. - Toute construction doit être implantée :

- soit à la limite :
 - des voies ou emprises existantes ou projetées, ouvertes à la circulation publique,
 - de l'emplacement réservé aux voies et ouvrages publics
- soit à une distance de 2 m minimale par rapport à la limite :
 - des voies ou emprises existantes ou projetées, ouvertes à la circulation publique,
 - de l'emplacement réservé aux voies et ouvrages publics.

ARTICLE 7 (1AUIC) - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

- 7.1. - Toute construction doit être implantée à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de la hauteur de la construction mesurée conformément aux définitions situées dans l'annexe « Lexique – Définitions » du présent règlement avec un minimum de 3 m ($D \geq H/2$, min. 3 m).
- 7.2. - Si une construction sur une unité foncière immédiatement voisine est implantée sur une limite séparative commune, une construction nouvelle peut être implantée sur cette même limite séparative, à condition que la partie de la construction ainsi édifiée s'inscrive dans la surface verticale définie sur cette limite séparative par la construction déjà existante.

ARTICLE 8 (1AUIC) - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

ARTICLE 9 (1AUIC) - EMPRISE AU SOL

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

ARTICLE 10 (1AUIC) - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

ARTICLE 11 (1AUIC) - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DES ABORDS

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

ARTICLE 12 (1AUIC) – OBLIGATIONS DES CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

ARTICLE 13(1AUIC) - OBLIGATIONS DES CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS

Rappel : Les « dispositions générales » et les « dispositions communes » ainsi que le chapitre II et les annexes du règlement s'appliquent.

ARTICLE 14 (1AUIC). POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

- SANS OBJET

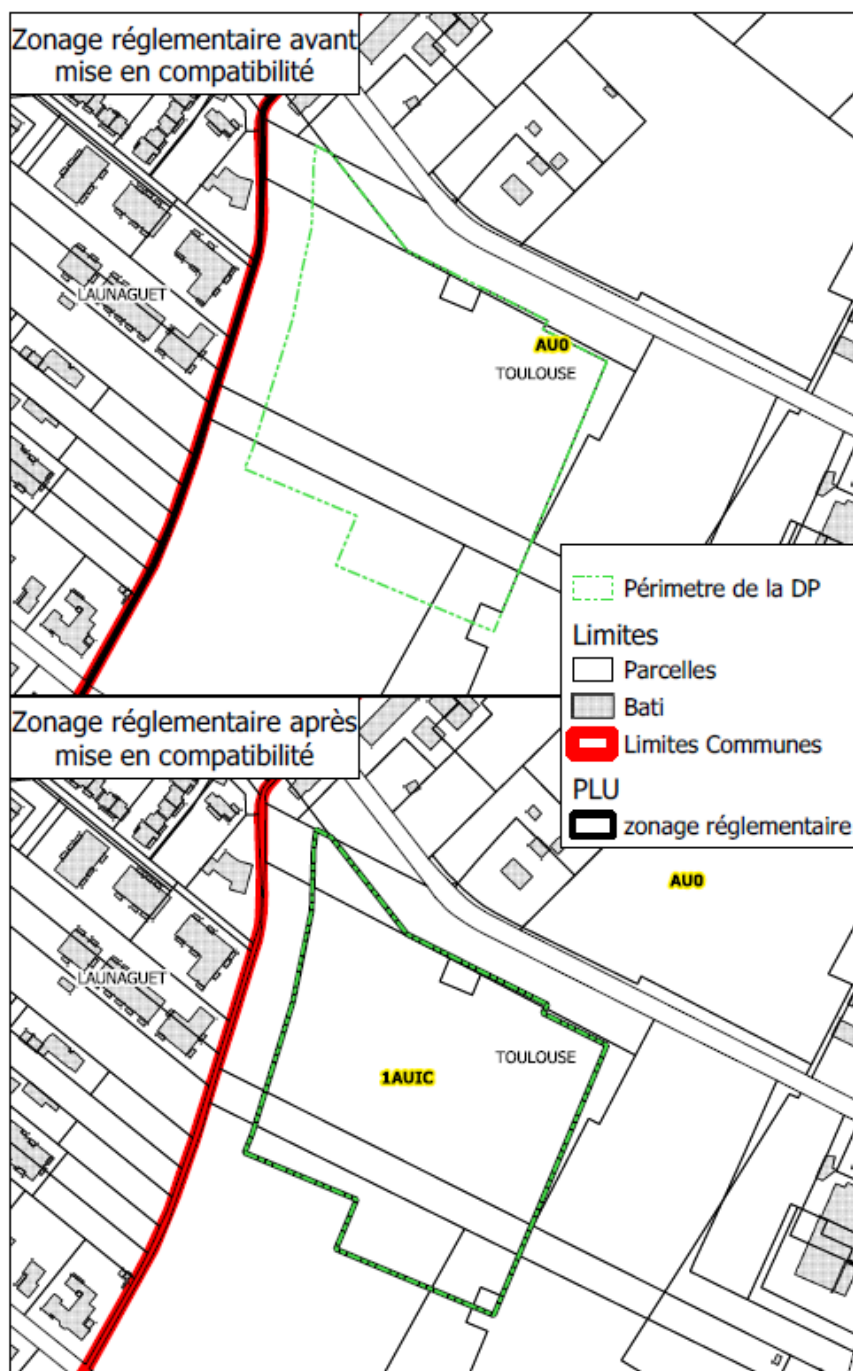
2.2.2. Évolutions du Document Graphique du Règlement (pièces 4B)

2.2.2.1. Modification des limites de zonage (Pièces 4B)

Dans les comparaisons d'images ci-après PLU avant/après MECDU, sont uniquement repris les limites de zonages et non l'ensemble des données précisées dans le cadre de la pièces 3C1.

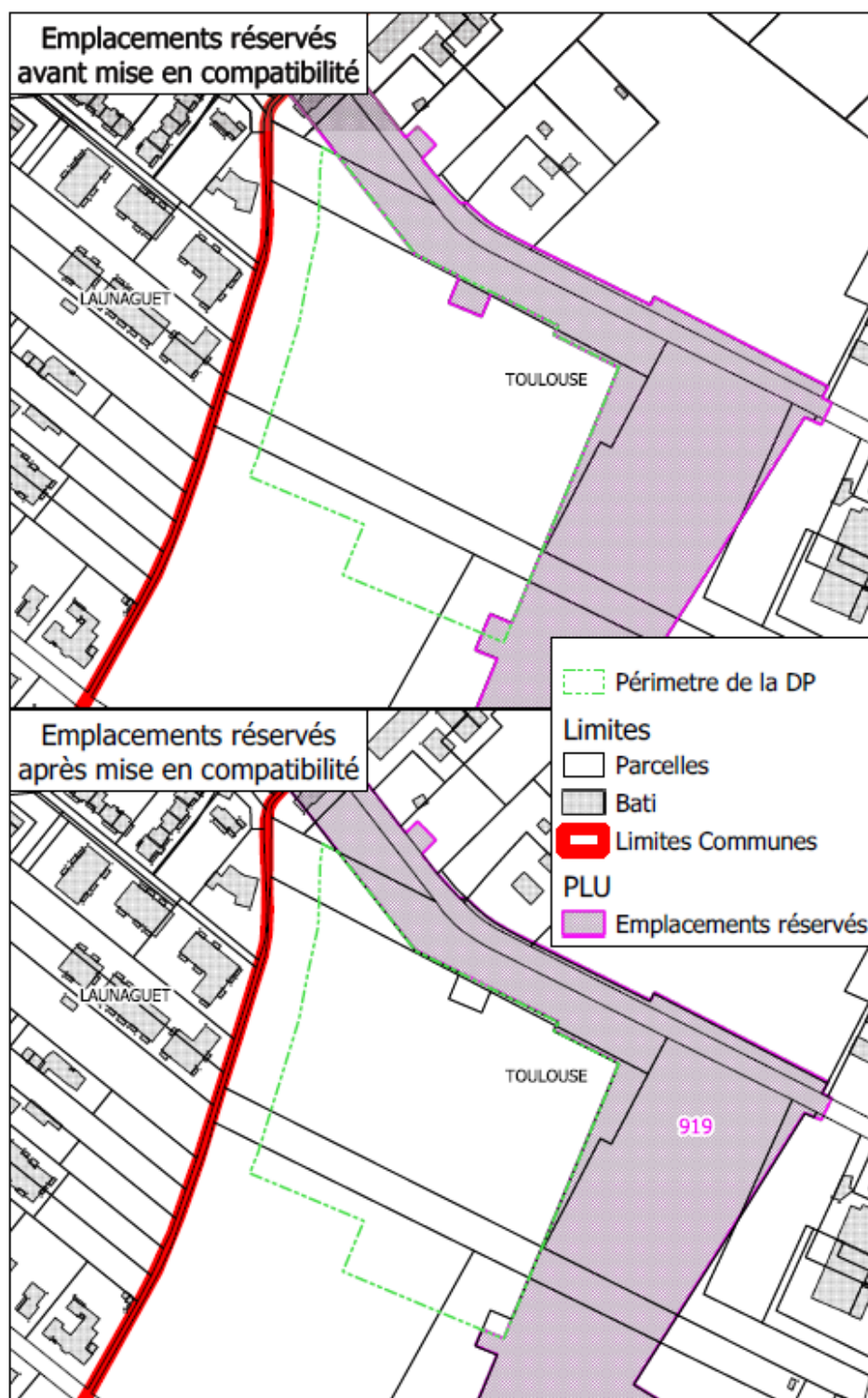
L'évolution suivante est proposée :

Zonage initial	Zonage proposé	Surface modifiée
AU0	1AUIC	2,54 ha



2.2.2.2. Modification des Emplacements réservés (ER) (pièce 4B)

Concernant la réduction de l'emplacement réservé (ER) 919, l'évolution graphique (pièce 4B) proposée est la suivante :



2.2.3. Evolution des annexes au document graphique du règlement (pièce 4C)

Au regard de la réduction de l'ER919 la ligne du tableau de la pièce 4C est ainsi modifiée :

Num	Destination	Bénéficiaire	Surface(env)	Planche RG
	Langlade			
825	Aménagement d'un giratoire rue Gonin - chemin de Payssat	TOULOUSE METROPOLE	640	176
826	Réaménagement du chemin de la Flambère	TOULOUSE METROPOLE	1960	84
827	Zone de la Marcaissonne - Projet de voirie pour la desserte du secteur de Malepère	TOULOUSE METROPOLE	800	177
831	Aménagement Chemin Galy - rue Dominique Clos	TOULOUSE METROPOLE	40	94
835	Aménagement carrefour Ch. Lapujade - Ch. Jaffary	TOULOUSE METROPOLE	30	54
836	Aménagement carrefour Ch. Ferrié - Ch. de Hérédia - Ch. Rousseau	TOULOUSE METROPOLE	30	91
838	Liaison Ch. des Izards - Route de Launaguet	TOULOUSE METROPOLE	440	07
841	Aménagement d'un giratoire chemin de Jaffary - rue d'Avranches	TOULOUSE METROPOLE	490	43
843	Giratoire avenue Eisenhower	TOULOUSE METROPOLE	1580	167
844	Aménagement rue Edmond Rostand	TOULOUSE METROPOLE	1200	33
847	Aménagement carrefour Av de Casselardit-rue de la Source	TOULOUSE METROPOLE	20	86
853	Liaison boulevard Netwiller - rue Edmond Rostand	TOULOUSE METROPOLE	1800	24
858	Liaison route de Launaguet - ch. des Izards	TOULOUSE METROPOLE	1810	10
868	Recalibrage de l'Impasse Camille Langlade	TOULOUSE METROPOLE	1610	171
869	Aménagement de la rue de la Moselle	TOULOUSE METROPOLE	130	132
871	Aménagement de la rue du Tchad	TOULOUSE METROPOLE	40	122
882	Jonction Est	TOULOUSE METROPOLE	46810	151
885	Liaison rue Manouchian - rue Vincente Lopez-Tovar	TOULOUSE METROPOLE	340	207
889	Elargissement de l'intersection Route de St-Simon - Rue Jules Mazellier	TOULOUSE METROPOLE	10	180
890	Voie de liaison des Ramassiers	TOULOUSE METROPOLE	32790	93
891	Ouverture visuelle de l'Université du Mirail depuis la rocade	TOULOUSE METROPOLE	2980	156
894	Elargissement du chemin de Linières	TOULOUSE METROPOLE	40	65
896	Aménagement du chemin des Izards	TOULOUSE METROPOLE	900	10
899	Aménagement du carrefour chemin Ferro-Lèbres chemin Ramelet-Moundi	TOULOUSE METROPOLE	120	140
903	Aménagement du carrefour chemin de Basso Cambo - chemin Tucaut	TOULOUSE METROPOLE	150	206
904	Recalibrage de l'impasse de la Flambère et liaison piétons-cycles	TOULOUSE METROPOLE	6540	72
906	Aménagement du carrefour avenue de la Dépêche - avenue Jean Baylet	TOULOUSE METROPOLE	430	142
909	Dévoisement du Boulevard de Suisse	TOULOUSE METROPOLE	4090	87
918	Aménagement du chemin de la Barigoude	TOULOUSE METROPOLE	20	118
919	Boulevard Urbain Nord	TOULOUSE METROPOLE	138770	18
920	Aménagement du chemin de Canto-Laouzeto	TOULOUSE METROPOLE	270	194
924	Chemin de Tournefeuille, passage inférieur Ligne C	TOULOUSE METROPOLE	11980	106
926	Elargissement du chemin de Tournefeuille	TOULOUSE METROPOLE	1110	95
928	Recalibrage partiel du chemin de Rispet	TOULOUSE METROPOLE	1130	23
1 / VOIES ET OUVRAGES PUBLICS - Pistes cyclables et Chemins piétons				

Extrait pièce 4C avant mise en compatibilité du PLU

Num	Destination	Bénéficiaire	Surface(env)	Planche RG
	Langlade			
825	Aménagement d'un giratoire rue Gonin - chemin de Payssat	TOULOUSE METROPOLE	640	176
826	Réaménagement du chemin de la Flambère	TOULOUSE METROPOLE	1960	84
827	Zone de la Marcaissonne - Projet de voirie pour la desserte du secteur de Malepère	TOULOUSE METROPOLE	800	177
831	Aménagement Chemin Galy - rue Dominique Clos	TOULOUSE METROPOLE	40	94
835	Aménagement carrefour Ch. Lapujade - Ch. Jaffary	TOULOUSE METROPOLE	30	54
836	Aménagement carrefour Ch. Ferrié - Ch. de Hérédia - Ch. Rousseau	TOULOUSE METROPOLE	30	91
838	Liaison Ch. des Izards - Route de Launaguet	TOULOUSE METROPOLE	440	07
841	Aménagement d'un giratoire chemin de Jaffary - rue d'Avranches	TOULOUSE METROPOLE	490	43
843	Giratoire avenue Eisenhower	TOULOUSE METROPOLE	1580	167
844	Aménagement rue Edmond Rostand	TOULOUSE METROPOLE	1200	33
847	Aménagement carrefour Av de Casselardit - rue de la Source	TOULOUSE METROPOLE	20	86
853	Liaison boulevard Netwiller - rue Edmond Rostand	TOULOUSE METROPOLE	1800	24
858	Liaison route de Launaguet - ch. des Izards	TOULOUSE METROPOLE	1810	10
868	Recalibrage de l'Impasse Camille Langlade	TOULOUSE METROPOLE	1610	171
869	Aménagement de la rue de la Moselle	TOULOUSE METROPOLE	130	132
871	Aménagement de la rue du Tchad	TOULOUSE METROPOLE	40	122
882	Jonction Est	TOULOUSE METROPOLE	46810	151
885	Liaison rue Manouchian - rue Vincente Lopez-Tovar	TOULOUSE METROPOLE	340	207
889	Elargissement de l'intersection Route de St-Simon - Rue Jules Mazellier	TOULOUSE METROPOLE	10	180
890	Voie de liaison des Ramassiers	TOULOUSE METROPOLE	32790	93
891	Ouverture visuelle de l'Université du Mirail depuis la rocade	TOULOUSE METROPOLE	2980	156
894	Elargissement du chemin de Linières	TOULOUSE METROPOLE	40	65
896	Aménagement du chemin des Izards	TOULOUSE METROPOLE	900	10
899	Aménagement du carrefour chemin Ferro-Lèbres chemin Ramelet-Moundi	TOULOUSE METROPOLE	120	140
903	Aménagement du carrefour chemin de Basso Cambo - chemin Tucaut	TOULOUSE METROPOLE	150	206
904	Recalibrage de l'impasse de la Flambère et liaison piétons-cycles	TOULOUSE METROPOLE	6540	72
906	Aménagement du carrefour avenue de la Dépêche - avenue Jean Baylet	TOULOUSE METROPOLE	430	142
909	Dévolement du Boulevard de Suisse	TOULOUSE METROPOLE	4090	87
918	Aménagement du chemin de la Barigoude	TOULOUSE METROPOLE	20	118
919	Boulevard Urbain Nord	TOULOUSE METROPOLE	138370	18
920	Aménagement du chemin de Canto-Laouzeto	TOULOUSE METROPOLE	270	194
924	Chemin de Tournefeuille, passage inférieur Ligne C	TOULOUSE METROPOLE	11980	106
926	Elargissement du chemin de Tournefeuille	TOULOUSE METROPOLE	1110	95
928	Recalibrage partiel du chemin de Rispet	TOULOUSE METROPOLE	1130	23
1 / VOIES ET OUVRAGES PUBLICS - Pistes cyclables et Chemins piétons				

Extrait pièce 4C après mise en compatibilité du PLU

D. EVALUATION DES INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE

1. INCIDENCES DU PROJET ET DE LA MECDU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES

1.1. INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE SUR LES ENJEUX DU MILIEU NATUREL

1.1.1. Incidences sur les espaces naturels, agricoles et forestier.

Le PLU a identifié le secteur du Paleficat comme secteur de développement futur et a classé le secteur en zone d'urbanisation future fermée à l'urbanisation, AU0.

Les parcelles destinées à accueillir le projet sont déclarées par les exploitants au Registre Parcellaire Graphique 2019 et sont occupées par des cultures de céréales. L'exploitant dispose d'un bail précaire qui ne sera pas reconduit. Les récents aménagements liés aux travaux du BUN ont néanmoins remanié une partie des parcelles concernées par l'implantation du projet.

La mise en compatibilité qui concerne cette parcelle n'a pas d'impact sur les espaces naturels et agricoles du PLU.

Il est à noter qu'actuellement le projet n'est pas soumis aux seuils d'évaluation environnementale (au titre du projet) et donc de l'étude de compensation agricole. Cependant les impacts de ce projet sur ces enjeux (consommation de 2,54ha d'espaces à usage agricole actuellement) seront intégrés aux dossiers réglementaires du projet d'urbanisation du secteur Paleficat qui recouvre cette parcelle. Les mesures ERC seront donc prise à l'échelle globale pour plus de cohérence.

1.1.2. Incidences sur le milieu naturel

1.1.2.1. Incidences sur les zones protégées et les zonages d'inventaires (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000, RNR, PNR, PNA)

Les potentielles incidences de la mise en compatibilité sur le réseau Natura 2000 concernent exclusivement le site « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste » en lien avec une interconnexion entre les écoulements présents à proximité du secteur concerné par la mise en compatibilité et la Garonne.

Le fossé qui s'écoule en limite ouest du secteur concerné par la mise en compatibilité rejoint l'Hers-Mort, affluent de la Garonne, environ 700 m à l'est de la zone. A ce titre, le projet est susceptible d'avoir des incidences indirectes sur le site Natura 2000 « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste ».

Néanmoins :

- la confluence entre l'Hers-Mort et la Garonne s'effectuant à environ 20 km au nord de la zone d'implantation du projet (dilution importante entre la zone projet et le site Natura 2000),
- la zone d'implantation du projet étant identifiée dans le zonage d'assainissement collectif,
- les orientations d'aménagement et de programmation intègre des dispositions concernant les eaux pluviales afin de favoriser son infiltration dans le projet d'aménagement en respectant la règle de limitation de rejet qui s'applique sur Toulouse Métropole

On peut considérer que le projet n'aura pas d'incidence notable sur le site Natura 2000.

La mise en compatibilité n'a pas d'incidence sur les autres secteurs de protection du milieu naturel

1.1.2.2. Incidences sur les corridors écologiques et réservoirs de biodiversité

A hauteur de la zone concernée par la mise en compatibilité, les principaux enjeux en matière de continuités écologiques sont liés au fossé qui s'écoule en limite ouest.

L'OAP qui sera mise en œuvre sur ce secteur dans le cadre de la mise en compatibilité visera à éloigner les zones constructibles de cet espace de corridor afin d'augmenter la zone tampon entre le collège et le ruisseau. Un espace à dominante de loisirs, sport et/ou détente est prévu en interface entre le fossé et le collège.

1.1.2.3. Incidences sur les espèces protégées

Aucune espèce protégée n'a été recensée sur ce site dans le cadre des derniers inventaires de Biotope. Le site ne semble pas être indispensable au fonctionnement écologique général de la zone. La mise en compatibilité objet du présent document n'aura pas d'incidence sur ces dernières.

A noter que l'incidence globale du projet de quartier Paleficat, sera traitée dans le cadre d'un dossier spécifique ultérieur.

1.1.2.4. Incidence sur les zones humides

La mise en compatibilité est sans incidence sur ce thème.

Mise en compatibilité du PLU pouvant avoir un impact :

- Modification du zonage et création d'une OAP pour ouverture à l'urbanisation de ce secteur

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact :

- OAP prévoyant la mise en place d'un espace à dominante de loisirs, sports et/ou détente en interface entre le fossé et le collège,
- Intégration à l'OAP de contraintes en terme de qualité environnementale et paysagère.

Elément de projet pouvant avoir un impact :

- Aménagement d'un nouveau bâtiment et d'espaces imperméabilisés sur une parcelle actuellement agricole.

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact dans le cadre du Cahier de prescription du concours :

- Précisions concernant l'implantation du projet qui doit respecter le fossé (éloignement des bâtiments)
- Démarche environnementale visant à adapter le projet à son environnement et son insertion dans le site
- Conception de la cour de récréation selon la démarche de réalisation des cours « Oasis » dont il faut s'inspirer (objectif de créer des espaces rafraîchis, plus agréables à vivre et mieux partagés par tous)
- Plan zéro phyto du Conseil départemental à respecter pour les espaces verts
- Rappel de la palette végétale autorisée et des plantes exotiques envahissantes de Midi-Pyrénées à éviter en annexe du programme du concours

1.2. INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE SUR LES ENJEUX LIES AU MILIEU AQUATIQUE ET A LA GESTION DE L'EAU

1.2.1. Incidences sur la ressource en eau

La zone identifiée pour accueillir le projet est située sur une zone identifiée dans le pré diagnostic AEP du PLUi-H comme desservie de manière surdimensionnée et donc favorable à l'urbanisation d'un point de vue des potentialités du réseau AEP.

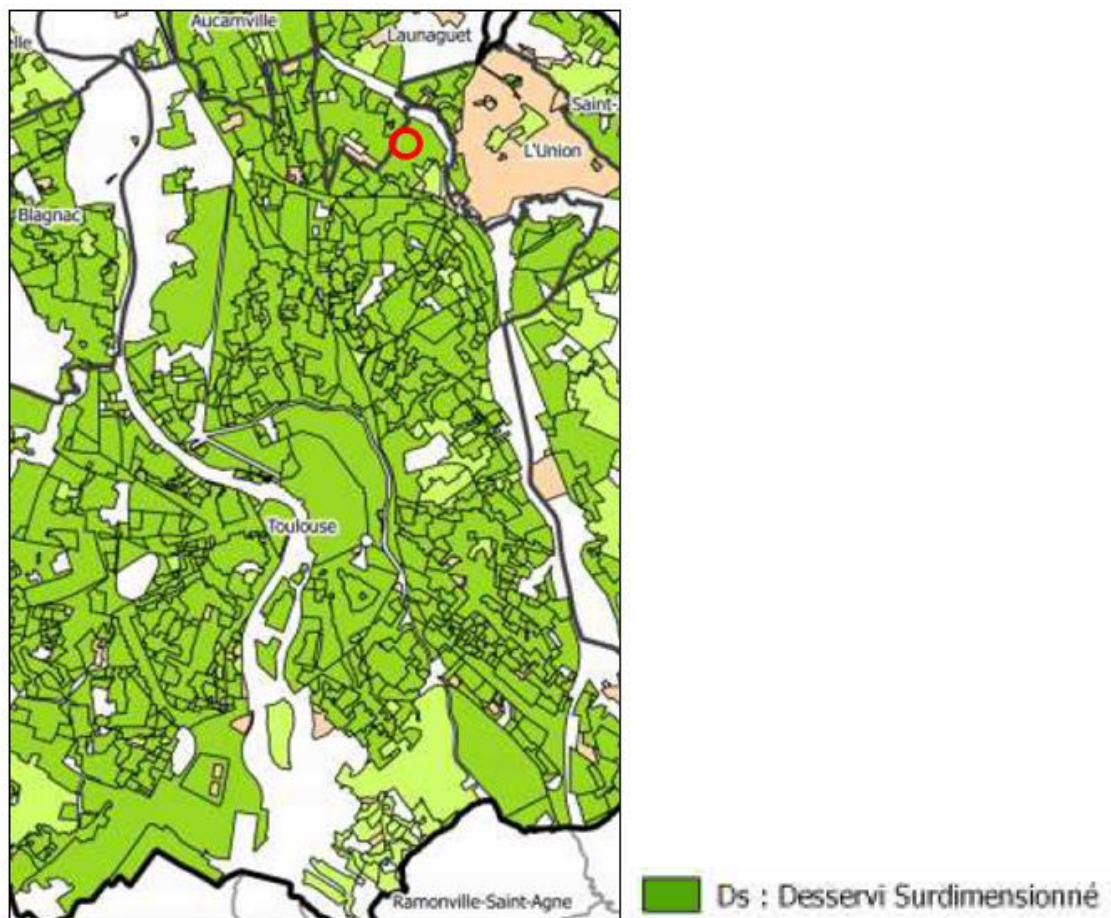


Figure 3- Extrait du diagnostic AEP du PLUi-H

L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur n'aura pas d'impact sur la ressource en eau d'un point de vue quantitatif. A noter que l'orientation d'aménagement et de programmation prévoit l'utilisation des eaux pluviales à l'intérieur du collège avec une récupération des eaux pluviales alimentant, dans la mesure du possible, les sanitaires sur cour, l'arrosage et l'entretien des espaces verts.

Par ailleurs, ce secteur n'est pas concerné par des protections de captages d'eau potable.

1.2.2. Incidences sur le réseau d'assainissement

Selon la notice assainissement eaux usées réalisée en 2017 qui avait été annexé au PLUi-H de Toulouse Métropole (annulé actuellement), la capacité épuratoire de Toulouse Métropole était en adéquation avec les charges produites par les systèmes d'assainissement et pour l'horizon 2025, les taux de charges apparaissaient acceptables.

La station de Ginestous-Garonne implantée à Toulouse et à laquelle est raccordé ce secteur, présente notamment un taux de charge moyen à l'horizon 2025 inférieur à 90% de la capacité nominale en prenant en compte différents projets d'aménagement. Par ailleurs un projet d'augmentation de la capacité de cette station d'épuration est en cours de développement.

1.2.3. Incidences sur les eaux superficielles et souterraines

La mise en compatibilité est sans incidence notable sur ce thème.

Le secteur ouvert à l'urbanisation est intégré au zonage d'assainissement collectif, il sera donc raccordé au réseau collectif et les effluents traités par la station d'épuration Ginestous-Garonne qui dispose d'une capacité résiduelle suffisante pour en assurer le traitement (taux de charge moyen inférieur à 90% de la capacité nominale à l'horizon 2025).

En outre, la gestion des eaux pluviales sera assurée en cohérence avec le zonage pluvial de Toulouse Métropole.

Mise en compatibilité du PLU pouvant avoir un impact :

- Modification du zonage et création d'une OAP pour ouverture à l'urbanisation de ce secteur avec imperméabilisation de secteurs actuellement agricoles et à proximité d'un cours d'eau.

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact :

- Parcelle concernée par la DP et la MECDU ne comprend pas le cours d'eau
- Intégration à l'OAP de la stratégie de gestion des eaux pluviales : favoriser la rétention sur la parcelle et rejet au milieu naturel par infiltration, sous réserve de bonne qualité des eaux – volonté de réutilisation des eaux pluviales pour les eaux de sanitaires et d'arrosage des espaces verts du collège
- Intégration à l'OAP de contraintes en terme de qualité environnementale et paysagère et de limitation de l'imperméabilisation.

Elément de projet pouvant avoir un impact :

- Aménagement d'un nouveau bâtiment et d'espaces imperméabilisés sur une parcelle actuellement agricole.

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact dans le cadre du Cahier de prescription du concours :

- Précisions concernant l'implantation du projet et distance par rapport au cours d'eau
- Démarche de récupération des eaux pluviales :

V.2.J.5 Récupération des eaux pluviales

NB : Il est rappelé que toutes les démarches et calculs nécessaires au respect de la Loi sur l'Eau sont explicitement inclus dans la mission de base

Le projet devra prévoir la mise en place d'une solution de récupération des eaux pluviales alimentant les sanitaires élèves sur cour de récréation, l'arrosage et l'entretien des espaces verts (seuls les arbres seront arrosés et pas les pelouses).

Le système sera alors couplé à une gestion automatique de l'arrosage et sera opérationnel uniquement en saison estivale ou de sécheresse et sera asservi à une horloge. La cuve de récupération sera dimensionnée de manière à fournir une autonomie moyenne de 15 jours en fonctionnement sanitaires (WC et urinoirs uniquement) + arrosage.

- Réalisation d'un DLE (déclaration) permettant de valider l'ensemble du dimensionnement du système de gestion des eaux pluviales (volume, débits, ... en fonction du projet retenu) et des rejets d'eaux pluviales au milieu naturel si besoin.
- Plan zéro phyto du Conseil départemental à respecter pour les espaces verts
- Réalisation du projet d'assainissement pluvial en accord avec les services de Toulouse Métropole

1.3. INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE SUR LES RISQUES ET NUISANCES

L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur n'a pas d'incidences sur les risques et nuisances présents à l'échelle de l'agglomération.

Le secteur sera lui-même soumis aux nuisances liées aux infrastructures routières classées comme bruyantes. Dans le cadre de l'aménagement, des dispositions constructives liées à la protection acoustique seront imposées (hors prescriptions du règlement du PLU et de sa mise en compatibilité). Le trafic engendré par un tel collège ne devrait pas être à l'origine d'une augmentation sensible de ces nuisances. On note par ailleurs que la proximité du BUN, directement relié au métro, incitera les usagers de ce site à utiliser les transports en commun.

Mise en compatibilité du PLU pouvant avoir un impact :

- Modification du zonage et création d'une OAP pour ouverture à l'urbanisation de ce secteur soumis à un risque sécheresse et au bruit des infrastructures routières

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact :

- Intégration à l'OAP des contraintes liées aux risques
- Le PPR sécheresse est applicable à l'ensemble des zones du PLU.

Élément de projet pouvant avoir un impact :

- Aménagement d'un nouveau bâtiment en zone PPRs et zone de bruit des infrastructures routières.

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact dans le cadre du Cahier de prescription du concours :

- Respect obligatoire des PPR approuvés sur le secteur
- Respect des prescriptions concernant l'isolation acoustique des façades des bâtiments (arrêté ministériel du 30 mai 1996 modifié)

1.4. INCIDENCES SUR LES ENJEUX PAYSAGERS ET PATRIMONIAUX

1.4.1. Incidences sur le patrimoine bâti

L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur dans le cadre de la mise en compatibilité n'aura aucune incidence sur du patrimoine bâti (absence de patrimoine inscrit ou classé ainsi que de ZPPAUP).

1.4.2. Incidences sur le paysage

L'insertion paysagère du bâti sera partiellement traitée dans le cadre de l'OAP et des discussions avec les équipes d'Oppidea dans le cadre du projet d'urbanisation du secteur Paleficat seront initiées pour développer un urbanisme cohérent.

L'insertion paysagère sera donc traitée dans le cadre du projet et non de la mise en compatibilité.

Mise en compatibilité du PLU pouvant avoir un impact :

- Modification du zonage et création d'une OAP pour ouverture à l'urbanisation de ce secteur à proximité du fossé

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact :

- Intégration à l'OAP de contraintes concernant les reculs à avoir vis-à-vis du fossé et éloignement des zones bâties de ce fossé : : espace à dominante de loisirs, sport et/ou détente prévu en interface entre le fossé et le collège
- Intégration à l'OAP de contraintes en terme de qualité environnementale et paysagère : : création d'un espace végétal paysager au Nord de la zone, plateau sportif implanté en interface entre le fossé identifié à l'Ouest et le collège, essences locales à privilégier dans les plantations
- Limitation de la hauteur du bâti pour son insertion paysagère (étiquette spécifique sur la zone)

Élément de projet pouvant avoir un impact :

- Aménagement d'un nouveau bâtiment et d'espaces imperméabilisés sur une parcelle actuellement agricole.

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact dans le cadre du Cahier de prescription du concours :

- Précisions concernant l'implantation du projet qui doit respecter un recul vis-à-vis du fossé (éloignement des bâtiments)
- Plan d'intention et notice architecturale joint au programme
- Démarche environnementale visant à adapter le projet à son environnement et son insertion dans le site
- Conception de la cour de récréation selon la démarche de réalisation des cours « Oasis » dont il faut s'inspirer (objectif de créer des espaces rafraîchis, plus agréables à vivre et mieux partagés par tous)
- Plan zéro phyto du Conseil départemental à respecter pour les espaces verts
- Rappel de la palette végétale autorisée et des plantes exotiques envahissantes de Midi-Pyrénées à éviter en annexe du programme du concours

1.5. INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE SUR LES CONSOMMATION D'ENERGIE

Dans le cadre du concours de maîtrise d'œuvre du futur collège, des prescriptions en termes d'intentions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales sont fournis aux candidats et visent notamment à rechercher la meilleure autonomie du projet et de la desserte en termes de mobilité, et limiter l'emprise des voies dans

le projet. Pour cela, le programme propose de prévoir des cheminements modes actifs directs, matérialiser un stationnement vélo à proximité du parvis.

En outre, l'une des orientations principales est de concevoir un projet durable. Le programme propose notamment une conception bioclimatique du projet. Par ailleurs un objectif énergétique E4C1 est fixé sur ce projet.

L'incidence du collège sur ce thème est donc essentiellement traitée dans le cadre du projet. La nouvelle OAP créée sur ce secteur mettra en évidence les obligations en terme de connexions aux réseaux de transport en commun et doux existants ainsi que les objectifs de qualités environnementales des bâtiments.

Mise en compatibilité du PLU pouvant avoir un impact :

- Modification du zonage et création d'une OAP pour ouverture à l'urbanisation de ce secteur permettant ainsi de créer de nouveaux bâtiments consommateurs d'énergie et nécessitant des déplacements.

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact :

- Parcelle directement située à proximité du BUN et de pistes cyclables
- Intégration à l'OAP de contraintes en terme de qualité environnementale et paysagère, notamment en terme de consommation d'énergie pour les bâtiments.
- Intégration à l'OAP des principes de connexion aux réseaux de transports existants et d'accès en modes doux

Élément de projet pouvant avoir un impact :

- Aménagement d'un nouveau bâtiment consommateur d'énergie et nécessitant des déplacements.

Mesures prises pour éviter ou réduire l'impact dans le cadre du Cahier de prescription du concours :

- Précisions concernant l'implantation du projet qui doit permettre une connexion directe avec les réseaux de transports existants
- Démarche environnementale fixant des objectifs de qualité environnementale pour les bâtiments et de respect d'objectifs de basse consommation :
- Conception de la cour de récréation selon la démarche de réalisation des cours « Oasis » dont il faut s'inspirer (objectif de créer des espaces rafraichis, plus agréables à vivre et mieux partagés par tous)
– limite les îlots de chaleur.

1.6. CONCLUSIONS SUR LES INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE

La mise en compatibilité du PLU vise à ouvrir à l'urbanisation une parcelle spécifique du secteur Paleficat afin de réaliser un collège, indispensable à ce jour pour le fonctionnement des quartiers actuels et futurs, en utilisant un zonage spécifique pour ce type d'établissement (AUIIC).

Cette mise en compatibilité ne concerne que cette parcelle et introduit une OAP spécifique qui permettra de positionner au mieux ce collège au regard des enjeux du site (enjeux environnementaux liés au ruisseau à l'ouest, proximité du BUN et de l'accessibilité transport en commun, objectifs de qualité environnementale et paysagère, traitement des eaux pluviales ...).

Cette mise en compatibilité n'a pas d'incidence en terme de consommation d'espace agricole au titre du PLU, cependant ce terrain était actuellement occupé par un usage agricole. Une analyse plus globale sera réalisée dans le cadre des dossiers réglementaires de l'urbanisation du secteur Paleficat afin de proposer des mesures cohérentes sur l'ensemble du secteur que ce soit pour le milieu naturel ou pour la consommation d'espace agricole.

La mise en compatibilité pour le projet de collège Paleficat, ne remet pas en cause les grandes orientations du PLU en terme de consommation d'espaces et de protection des zones à enjeux environnementaux. Elle ne remet pas en cause le PADD.